

# SPORE

Le magazine  
du développement  
agricole et rural  
des pays ACP

<http://spore.cta.int>

INTERVIEW  
Fabrice Larue,  
Chef de projet  
à la fondation FARM

N°173

DÉCEMBRE 2014 -  
JANVIER 2015

ZOONOSES

Favoriser  
une approche  
intégrée

LE BAOBAB

Arbre de vie

GENRE

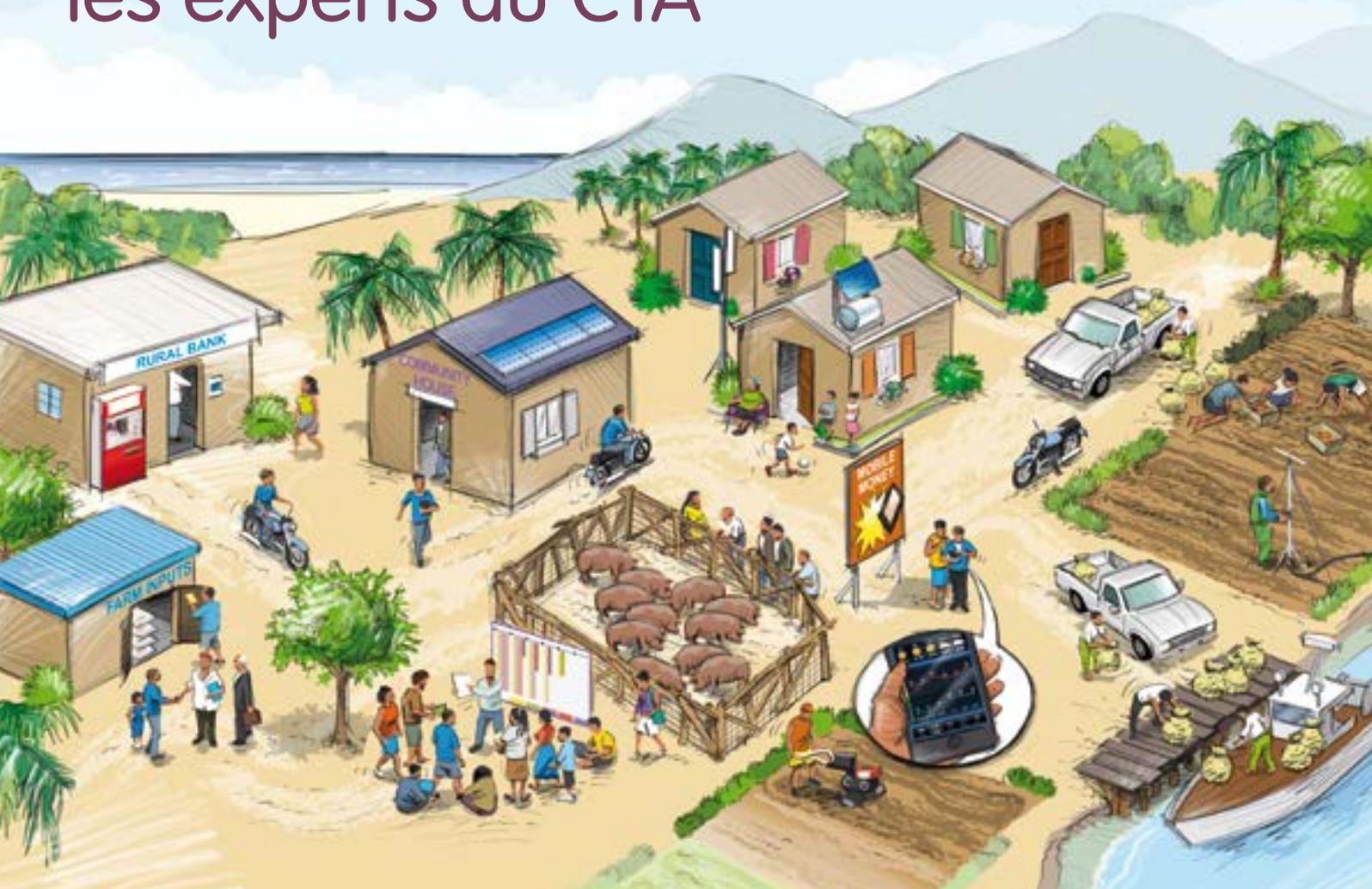
Des femmes  
écoutées  
et décisionnaires



# Comment relancer l'agriculture familiale ?



Découvrez les 4 pistes proposées par les experts du CTA



En savoir plus sur [www.cta.int/iyff](http://www.cta.int/iyff)



ZOONOSES



Favoriser  
une approche  
intégrée

4

À LA UNE

FABRICE LARUE



Les coopératives  
à l'heure  
de l'OHADA

12

INTERVIEW



GENRE

Des femmes écoutées  
et décisionnaires

13

DOSSIER

- 4 | À la une
- 6 | Agriculture
- 7 | Élevage et pêche
- 9 | Environnement
- 10 | Recherche
- 11 | Entreprise et commerce
- 12 | Interview

13 | Dossier  
**Genre : des femmes écoutées et décisionnaires**

De la nécessité d'adopter une approche genre dans les politiques

17 | Point de vue  
**W. Kamau-Rutenberg : les femmes en quête de leadership**

Impliquer les femmes dans la recherche agricole

18 | Reportage  
**Burkina Faso : les femmes propriétaires, une nouvelle donne**

La mise en œuvre de la loi sur le régime foncier pas à pas

20 | Chaînes de valeur  
**Le baobab : arbre de vie**

- 21 | Publications
- 25 | Agir avec le CTA

**SPORE** est le magazine bimestriel du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Le CTA est régi par l'Accord de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne, et financé par l'UE. • CTA • Postbus 380 • 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas • Tél. : +31 317 467 100 • Fax : +31 317 460 067 • E-mail : cta@cta.int • Site Web : www.cta.int • **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION** : Michael Hailu • **COMITÉ DE RÉDACTION** : Krishan Bheenick, Isolina Boto, Thierry Doudet, Vincent Fautrel, Stéphane Gambier, Anne Legroscolard • **MARKETING** : Thérèse Burke • **RÉDACTION** : Directeur de la rédaction : Joshua Massarenti • Vita Società Editoriale S.p.A., Via Marco d'Agate 43, 20139 Milan, Italie • Rédactrice en chef de la version anglaise : Susanna Thorp (WRENmedia Ltd) • Fressingfield, Eye, Suffolk, IP21 5SA, Royaume-Uni • Rédacteur en chef de la version française : Bénédicte Chatel (CommodAfrica), 12, avenue de Wagram, 75008 Paris, France • Rédacteur en chef de la version portugaise : Ricardo Bordalo, Tapada da Carvalho, Cabanões, São João de Lourosa, 3500 - 885 Viseu, Portugal • **CORRESPONDANTS** : ont participé à ce numéro L. Adoma (Îles Salomon), E. Aidasso (Bénin), O. Alawode (Nigeria), M. Andriatiana (Madagascar), T. P. Cox (USA), J. Karuga (Kenya), M. A. Konte (Sénégal), M. Makoni, (Afrique du Sud), A. Matho (Cameroun), N. Mendes (Angola), N. Mutemweno (Zambie), E. Ntungwe (Cameroun), A. C. Santos (Cabo Verde), P. Sawa (Kenya), A. Silva (Mozambique), T. Tiemtoré (Burkina Faso), M. Waruru (Kenya) • **AUTRES CONTRIBUTEURS** : N. Brynaert, S. Federici, O. Frost, A. Guillaume-Gentil, ISO Translation & Publishing, D. Juchault, K. Lohento, D. Manley, F. Mantione, A. Perrin, M. Protz, C. Pusceddu, Tradcats, G. Zati • **DESIGN** : Intactile DESIGN, France • **MISE EN PAGE** : Lai-momo, Italie • **IMPRESSION** : Latimer Trend & Company, UK • © CTA 2014 - ISSN 1011-0054

# Éditorial

## Une aubaine pour l'agriculture intelligente face au climat



Le Sommet sur le climat organisé par le Secrétaire général de l'ONU, et qui s'est tenu à New York en septembre 2014, a offert une plateforme idéale pour lancer l'Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat (CSA, *climate-smart agriculture*). Les négociations de l'ONU sur l'agriculture et le climat, menées lors des réunions de la Conférence des Parties, ont progressé trop lentement pour de nombreux acteurs qui ont préféré l'action sur le terrain. Des initiatives bienvenues, puisqu'elles nous permettent de passer de la théorie à la pratique, de découvrir quels mécanismes fonctionnent à quels endroits et d'intensifier l'utilisation de techniques agricoles intelligentes face au climat. L'Alliance, qui a l'ambitieux objectif de permettre à 500 millions de producteurs agricoles de pratiquer une agriculture intelligente face au climat d'ici 2030, réunit des gouvernements, des organisations internationales, des groupes d'agriculteurs, des entreprises et des ONG. La France, l'Irlande, le Mexique, les Pays-Bas, le Niger, la Nigeria, la Norvège, l'Espagne, la Tanzanie, l'Uruguay, les États-Unis et le Vietnam ont rejoint l'Alliance. D'importants acteurs du développement, comme le CGIAR, DFID, l'UE, la FAO, l'USAID, le PAM et la Banque mondiale en sont membres. Pour une mise en œuvre efficace de la CSA, trois éléments clés sont nécessaires : savoir quelles méthodes fonctionnent à quel endroit ; disposer de mécanismes de financement innovants, comme les assurances basées sur un indice climatique ; élaborer des politiques qui créent un environnement propice à la mise en œuvre de la CSA. Les partenariats, y compris entre les secteurs public et privé, sont aussi essentiels au succès de la CSA. Plusieurs nouveaux partenariats ont déjà été annoncés : le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), par exemple, a récemment lancé des partenariats avec cinq grandes ONG internationales.

Le CTA a rejoint l'Alliance en s'engageant à promouvoir l'échange des connaissances sur les bonnes pratiques relatives à la CSA en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique. Des multinationales, comme MacDonald's et Walmart, ont promis de s'approvisionner davantage auprès de producteurs pratiquant la CSA. Tout le monde n'a pas encore rejoint le mouvement, mais je suis certain que dans quelques temps, quand la CSA aura fait ses preuves sur le terrain, les sceptiques seront convaincus.

Michael Hailu  
Directeur du CTA

# Favoriser une approche intégrée

Les épidémies qui font la une des journaux attirent l'attention de la communauté internationale sur les maladies que nous partageons avec les animaux. Mais un travail important est encore à réaliser pour que ces zoonoses soient abordées dans une approche intégrée de la santé humaine et animale.

**A**vec l'épidémie de fièvre Ebola qui s'est déclarée à la mi-2014 en Afrique de l'Ouest, les autorités sanitaires nationales et internationales se sont bousculées pour tenter de contenir cette maladie meurtrière à évolution rapide. De telles zoonoses, capables de se transmettre entre les animaux et les humains, sont une menace toujours présente. Les 13 premières zoonoses sont à l'origine chaque année de 2,2 millions de décès et de 2,4 milliards de cas de maladie chez l'homme et infectent, en outre, un septième du bétail dans les pays en développement. Le coût économique de ces zoonoses peut-être estimé à 9 milliards de dollars US par an.

Les zoonoses sont à l'origine de 60 % des maladies humaines, mais les divisions traditionnelles entre la santé de l'homme, celle du bétail et la salubrité de l'environnement font obstacle à leur contrôle, ce qui a entraîné une demande de coopération accrue entre les secteurs et de partage de services tels que les laboratoires et le dépistage. Cette approche, connue sous le nom d'"Une seule santé", initiée lors des sommets sur la grippe aviaire et la grippe pandémique et avalisée par la FAO, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), commence à prendre de l'ampleur. Au niveau régional, le Réseau caribéen de la santé animale a adopté l'approche "Une seule santé" grâce à une initiative soutenue par l'Union européenne. L'adoption d'une telle approche n'est toutefois qu'une première étape ; tout semble indiquer que les secteurs de la médecine, du développement et de la recherche continuent généralement à fonctionner comme avant.

## Une seule santé, de nombreux avantages

"Il faut en moyenne 17 ans pour que les résultats de recherche puissent servir dans la pratique clinique et l'approche "Une seule santé" n'a été lancée que dans les années 2000", observe Delia Grace, chef du programme Sécurité sanitaire des aliments et zoonoses à l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI). L'apparent manque d'intérêt suscité a toutefois découragé l'ILRI et d'autres partenaires qui soutiennent qu'il est urgent de repenser notre manière d'aborder les zoonoses. "Tout changement de la manière de faire les choses a un coût

psychologique et institutionnel. Il faut parfois une crise majeure pour stimuler l'adoption de nouvelles pratiques. L'approche "Une seule santé" a été très utilisée en temps de crise et moins pendant les périodes calmes", affirme Delia Grace. Chaque intervention a mis en évidence l'efficacité de cette approche, mais les responsables de sa mise en œuvre pensent en améliorer l'adoption par les décideurs en mettant l'accent sur ses avantages économiques. À cette fin, l'équipe de Delia Grace a réalisé la première analyse mondiale coûts/avantages, *The Business Case for One Health*, qui a abouti à des conclusions probantes : un investissement international de 25 milliards de dollars US sur dix ans dans l'approche "Une seule santé" pourrait engendrer des bénéfices d'au moins 125 milliards de dollars US par an.

Par exemple, l'approche "Une seule santé" a été mise en œuvre par l'ILRI pour gérer la fièvre de la Vallée du Rift (FVR) dans la Corne de l'Afrique, une maladie que partagent l'homme, le bétail et les animaux sauvages. Les recherches de l'ILRI ont établi que les épidémies de FVR surviennent rarement – parfois seulement tous les 10 à 20 ans – ce qui fait que le personnel qui a lutté contre cette maladie n'est souvent plus présent pour partager ses connaissances lors de l'épidémie suivante. Après la dernière épidémie dévastatrice de 2006-2007, les divers partenaires, dont le département kenyan des services vétérinaires du ministère de la Santé et de l'Unité des zoonoses, se sont rassemblés pour partager leurs récentes expériences et créer un outil d'aide à la décision. Cet outil intègre une série d'événements – tels que les conditions météorologiques – et indique la probabilité d'une flambée épidémique, ainsi qu'une liste des interventions possibles à chaque étape. Il importe de noter que le plan exige que les résultats de la surveillance du bétail soient communiqués aux personnels en charge de la santé humaine et inversement. Pour l'instant, l'outil n'a été intégré

Le Kenyan Joshua Amimo étudie au centre BeCA-ILRI les maladies virales porcines au Kenya et en Ouganda.



au dispositif d'intervention pour la FVR du Kenya qu'aux niveaux les plus élevés du département des services vétérinaires. Son efficacité réelle dépendra de la manière dont il sera présenté aux vétérinaires et responsables de la santé qui interviennent sur le terrain.

## Retour au village

Les principales préoccupations du ménage moyen possédant des animaux dans les pays en développement ne sont pas liées aux pandémies mais aux maladies plus courantes – et souvent négligées – telles que la brucellose, l'anthrax, la rage et la cysticerose (ténia). Elles ont un effet beaucoup plus néfaste sur la santé humaine et animale que les épidémies et de nombreuses organisations – dont la FAO – se demandent si l'approche "Une seule santé" pourrait être réorientée sur ces maladies.

"Pour l'instant les organisations comme la FAO, l'OMS et l'OIE n'ont pu faire bénéficier les membres des communautés locales de l'approche "Une seule santé", dit Roland Suluku, un chercheur vétérinaire de l'Université Njala en Sierra Leone. Il a par conséquent relevé lui-même le défi et créé des clubs de santé animale dans les écoles pour diffuser des idées permettant d'améliorer la santé animale et humaine et la salubrité de l'environnement. Selon Roland Suluku, ces clubs connaissent un réel succès parce que les étudiants aiment partager tout autant qu'ils aiment apprendre. "Ils veulent communiquer à leurs parents et voisins ce qui leur a été dit à l'école. Ils transmettent aussi l'information à d'autres villages grâce aux activités pour la jeunesse." Parmi les initiatives de ces clubs figurent la vaccination des chiens du village contre la rage et la construction d'abris plus sains pour les chèvres permettant de balayer leurs déjections et d'éviter ainsi la propagation des maladies.

## Les voix de l'expérience

Dans le monde entier les communautés d'éleveurs ont mis au point des systèmes pour préserver la santé de leurs animaux et parfois ces concepts "ethnovétérinaires" peuvent permettre d'élaborer des mécanismes utiles de contrôle des zoonoses. Par exemple, les éleveuses de porcs du Nicaragua savent que ces animaux peuvent transmettre la trichinellose aux humains. Elles palpent les langues de leurs porcs pour détecter des signes d'infestation du parasite et abattent tout animal présentant un symptôme. La connaissance de tels savoirs locaux peut permettre d'orienter et de cibler les campagnes d'information en matière de lutte contre les zoonoses et de trouver des méthodes peu coûteuses pour les contrôler.

En contrôlant les zoonoses, "nous prenons soin de la santé des animaux et des gens et de la salubrité de l'environnement dans lequel ils vivent", dit Roland Suluku. "Les animaux sont traités pour éviter le transfert des maladies. Les agriculteurs reçoivent des intrants pour produire assez d'aliments pour se nourrir et nourrir leurs animaux. On leur fournit de l'eau potable propre et on leur enseigne comment gérer et éliminer correctement les déchets. Les règlements prévoient que les animaux soient gardés dans des abris, que leur fumier soit ramassé et que leurs propriétaires l'utilisent pour cultiver des légumes. Voilà à quoi ressemble l'approche "Une seule santé" au niveau communautaire".

D'une certaine façon, cela rappelle ce qui se passait avant "Une seule santé". À la fin des années 90, le vétérinaire Calvin Schwabe, défenseur de longue date d'une collaboration intersectorielle, a souligné que dans les villages, de nombreux guérisseurs locaux traitaient à la fois les humains et les animaux. Il a donc suggéré d'associer sur le terrain les services de soins de santé pour l'homme et l'animal. Toutefois, lorsque le mouvement "Une seule santé" est apparu quelques années plus tard, l'attention s'est portée sur un niveau supérieur en cherchant à unir les services des grands laboratoires et à coordonner la lutte contre les maladies au niveau national ou international.

Récemment des signes d'un retour à l'échelle locale sont apparus. En 2013, dans le nord-est de l'Ouganda, la FAO a commencé à travailler avec les villageois, les responsables de la santé au niveau des districts et les autorités en charge de l'agriculture et de la faune sauvage afin de trouver le moyen d'apporter un meilleur soutien à la santé des éleveurs et de leur bétail. Ayant découvert que la brucellose frappait à la fois les hommes et le bétail, ils ont entrepris de traiter la maladie dans son ensemble. Leur approche, qui associe le concept fondamental d'"Une seule santé" et une dimension locale, laisse entendre que le mouvement pourrait susciter un nouvel intérêt parmi les communautés d'éleveurs dans lesquelles la santé humaine et la santé animale ont toujours été étroitement liées. ■

T. Paul Cox



© ILRI/P. Karaimu

## JARDIN POTAGER

### Les cultures prennent de la hauteur

Confronté au manque de terres, Robert Ngala, gérant du potager *Urban set up hanging garden* situé à Ndu dans le nord-ouest du Cameroun, cultive son jardin à l'aide de caisses en bois. Ces caisses sont placées sur des bambous d'au moins 1,40 mètre, ce qui lui permet d'éviter la destruction des légumes par les chèvres et de cultiver sur plus d'espaces.

## MANIOC

### Un tubercule contre l'insécurité alimentaire

La filière manioc se bonifie au Congo. Pour pérenniser le succès de sa transformation semi-industrielle, l'organisation non gouvernementale Locomotive du développement rural au Congo (Loder-Congo) a fait le pari de diviser par deux les coûts de fabrication du chicouang (pain de manioc) et du fougou (farine de manioc) avec l'assistance technique de la FAO et une subvention 320 000 dollars US.

## NUTRITION

### L'Angola mise sur les repas scolaires

Le Programme de repas scolaires fait partie de l'effort du gouvernement angolais visant à combattre la pauvreté et à réduire les inégalités entre les classes. À Camacupa, dans la province du Bié, les autorités locales favorisent l'introduction de produits locaux dans les repas scolaires. Une initiative qui améliore la qualité nutritive des aliments et encourage la production agricole locale d'ignames, de fruits, de pommes de terre, etc.



© IRD/A. Bernalud

## GÉNÉTIQUE

### Révélation sociologiques du sorgho séquencé

Une équipe de recherche franco-kenyane a démontré l'influence de la diversité ethnolinguistique sur la constitution génétique du sorgho dans l'est du Kenya.

Difficile de distinguer les impacts de la domestication par l'humain de ceux de facteurs naturels sur l'évolution des plantes cultivées. Et pourtant, c'est la prouesse que vient de réussir une équipe de recherche franco-kenyane pour une des principales céréales en Afrique, le sorgho. Jusqu'à présent, peu d'études avaient permis de mettre en exergue cette différenciation homme/nature sur la diversité des espèces cultivées de sorgho en Afrique.

Pour lever le voile sur cette question, les chercheurs se sont intéressés à un territoire particulier : le versant oriental du mont Kenya. Celui-ci offre un milieu écologiquement homogène et réunit différents groupes

ethniques : les Chuka, les Mbeere et les Tharaka.

Cette approche permet de comparer l'influence de leurs différentes pratiques agraires et savoirs traditionnels sur la diversité du sorgho, une céréale d'importance majeure dans cette région. L'analyse de l'ADN des quelque 300 plantes collectées a permis d'identifier quatre groupes génétiques de sorgho, dont deux correspondent à deux variétés introduites. Il s'agit de variétés améliorées génétiquement par des ONG ou des services nationaux d'extension agricole. L'une de ces variétés, introduite il y a près de 15 ans, semble s'être davantage diversifiée génétiquement chez les Chuka que dans les autres groupes ethniques. Cela suggère que les pratiques des trois communautés laissent leur "signature" dans le génome des populations de sorgho. En parallèle, les chercheurs ont inventorié et échantillonné les différentes variétés de sorgho cultivées par 130 foyers Chukas, Mbeeres et Tharakas.

Grâce à cette approche pluridisciplinaire réunissant des anthropologues, des généticiens et des agronomes, ces travaux ont montré le rôle des sociétés humaines dans la distribution géographique et l'évolution de la diversité génétique des plantes cultivées. ■

La distribution de la diversité génétique du sorgho dans l'est du Kenya est liée à l'appartenance ethnique des agriculteurs.

## ADAPTATION

### Augmenter la production pour vaincre la sécheresse

Afin de lutter contre la sécheresse et réduire les importations de produits alimentaires en Jamaïque, le ministère de l'Agriculture et de la Pêche met en œuvre des mesures destinées à augmenter la production dans les agriparcs (regroupements de cultures et d'entreprises agroalimentaires connexes) et à développer l'agriculture sous serre et l'aquaculture. Dans un entretien accordé au *Jamaica Gleaner*, le ministre Derrick Kellier explique que les agriparcs disposent de terres inutilisées qui peuvent être mises en production : "Nous travaillons assidûment avec les agriculteurs des parcs afin que chaque centimètre carré de terre soit utilisé." Le ministère réalise également une enquête sur la disponibilité et le taux d'utilisation des serres dans le pays.

36

C'est le nombre d'États au Nigeria qui disposent de points de vente d'intrants, gérés par des distributeurs de produits agricoles, où les agriculteurs peuvent se pro-

curer des engrais subventionnés, des semences et des aliments pour animaux. Ces points de vente offrent également des services d'encadrement via un système d'alertes sur téléphone mobile.

FILIÈRE BÉTAIL-VIANDE

## Le parc Niangoloko réhabilité

La réhabilitation du parc à bétail transfrontalier de Niangoloko au Burkina Faso contribue au développement de la filière bétail-viande en Afrique de l'Ouest.

**R**éhabilité par l'UEMOA dans le but d'appuyer les efforts d'intégration économique de l'Autorité du Liptako Gourma (ALG), le parc à bétail transfrontalier de Niangoloko situé au sud-ouest du Burkina Faso a trouvé un nouveau souffle. Terre de repos pour le bétail et de brassage par le nombre d'acteurs venant des pays de la sous-région – de la Côte d'Ivoire au Mali en passant par le Niger – le marché de Niangoloko est d'une grande importance pour le développement de la filière bétail-viande en Afrique de l'Ouest. Le parc est placé sous la tutelle de l'Autorité

Le commerce régional en Afrique de l'Ouest est renforcé grâce aux parcs à bétail transfrontaliers.

de développement intégré de la région du Liptako-Gourma (ALG). Cette dernière, créée le 3 décembre 1970 à Ouagadougou afin de promouvoir et mettre en valeur des ressources minières, énergétiques, hydrauliques et agropastorales dans un cadre régional pour un développement harmonieux et intégré, regroupe le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Les bœufs et les petits ruminants qui quittent Pouytenga, Fada N'Gourma ou Ouahigouya et arrivent souvent épuisés à Niangoloko, trouvent dans le parc une escale sûre, propice au repos et aux soins, avant de pouvoir repartir vers d'autres marchés.

Les travaux de réhabilitation du marché à bétail transfrontalier de Niangoloko, qui se sont élevés à 105 millions de FCFA (159 600 €), ont permis notamment la délimitation des 48 hectares réservés au marché, la réhabilitation du système d'alimentation en eau, la construction d'un quai d'embarquement au niveau de la gare ferroviaire et la réalisation de 20 box d'isolement. Cette initiative est perçue comme la finalisation tardive d'un vaste projet lancé par le CILSS et l'ILRI en 1999 censé s'achever en 2004 au niveau du Sahel et dont l'objectif était la réhabilitation et l'extension des marchés aménagés de Bittou et Niangoloko au Burkina Faso et de Sikasso au Mali. Il complète ainsi un autre projet lancé entre 1992 et 1998 ("Couloir central") et destiné à promouvoir les échanges dans la filière bétail-viande au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger. Pour les autorités de l'ALG et de la Confédération des fédérations nationales de la filière bétail et viande de l'Afrique de l'Ouest (COFENABVI), c'est un marché gagnant-gagnant entre tous ces pays qui profitent de l'existence de ce parc. ■



RUMINANTS

## Quand diversité rime avec productivité

Dans la localité de Luma Tatesa en Éthiopie, les éleveurs exploitent la diversité génétique de leurs troupeaux de chèvres pour en améliorer la productivité. Avec l'appui des chercheurs de l'ILRI, le bétail est étiqueté en distinguant les chèvres dont la filiation est connue de celles qui ne le sont pas, indiquant ainsi le rendement futur de la progéniture.

INSÉMINATION ARTIFICIELLE

## Performance régionale

Le Centre de multiplication des animaux performants (CMAP), situé à Loubila au Burkina Faso, est devenu au fil du temps un centre reconnu de la sous-région. Spécialisé dans l'insémination artificielle des vaches, il réalise près de 5 000 opérations par an, avec un taux de succès d'environ 60 %. Son expertise est sollicitée par la Côte d'Ivoire, le Niger et le Togo.

SÉCHAGE DU POISSON

## Les miracles des claies grillagées

Sur les rives du lac Tanganyika au Burundi, l'introduction de claies grillagées surélevées à un mètre du sol a permis de réduire de moitié les pertes de poisson dues à des pratiques de séchage inadaptées. Grâce à la meilleure qualité du poisson, les prix ont plus que doublé, passant de 2,5 \$ US/kg en 2013 à 6 \$ US/kg en 2014. Dans les sites officiels de pêche, le nombre de sécheurs est passé de 500 à plus de 2 000.

SURVEILLANCE

## Formation en santé animale

Pour améliorer le système d'alerte des foyers de maladies en Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG), des chercheurs de deux universités australiennes ont formé 116 éleveurs de bétail et spécialistes de la santé animale à identifier et collecter des informations sur les maladies. Six cent mille petits fermiers en PNG dépendent de l'élevage pour leur subsistance.

VIVIERS

## Des femmes à la vision durable

En mai 2013, des femmes cadres supérieurs dans l'industrie alimentaire britannique et des agricultrices kenyanes ont construit un énorme vivier, de la taille d'une piscine olympique, dans le cadre du défi "Dig for Good". Douze mois après la construction et le remplissage de ce vivier, le collectif d'agricultrices Afula, qui possède et gère l'étang, a récolté 238 kg de tilapia qui ont été vendus pour 668 200 Ksh (5 800 €). Le collectif a décidé de réinvestir cet argent et de créer trois viviers supplémentaires. Ces viviers constituent pour les femmes du collectif une source durable d'aliments nutritifs et de revenus à long-terme qui leur permettront de nourrir leurs familles, payer les soins médicaux et envoyer leurs enfants à l'école.

## CONNAISSANCES

### La pêche auscultée

Mise en oeuvre il y a trois ans et conduit par des chercheurs burkinabès avec l'Université de Vienne des Ressources naturelles et sciences de la vie (BOKU), le "projet de gestion durable de la pêche et de l'eau", qui s'est achevé en juillet 2014, a atteint des résultats tangibles. Il a permis de recenser 142 espèces de poissons au Burkina Faso, dont la moitié est menacée, ainsi que d'établir une cartographie spécifiant le statut de conservation des espèces et celles en voie de disparition.

## ABEILLES

### Relancer l'apiculture

Plus de 130 reines fécondées en provenance d'Australie ont été importées par les Îles Salomon pour relancer l'industrie apicole. Alors qu'en 1999, on comptait quelque 500 producteurs qui exploitaient plus de 2 000 ruches, la production de miel est aujourd'hui pratiquement nulle. Les reines devraient améliorer sensiblement la qualité et la quantité du miel produit.

## THON

### Pêche renforcée

Le gouvernement mozambicain tient à contrôler la pêche au thon dans ses eaux territoriales et souhaite que ses ports soient utilisés comme lieux de déchargement. Il a donc investi 300 millions d'euros dans l'acquisition de 30 nouveaux navires. Cet investissement coïncide avec le démarrage des travaux de construction d'un tout nouveau marché au poisson dans la capitale du pays, Maputo.

## TILAPIA

### Les bienfaits des groupements aux Fidji

En se groupant pour travailler ensemble, les éleveurs de tilapia des Fidji ont doublé leur production en deux ans. Ces groupements permettent aux pêcheurs de réaliser des économies d'échelle, de renforcer leur pouvoir de négociation pour l'achat d'intrants et de partager savoirs et équipement de base. En outre, les éleveurs sont mieux coordonnés pour vendre leurs poissons sur le marché.

## RECONVERSION

### Quand les pasteurs du Karamoja découvrent l'agriculture

Dans la région semi-aride du Karamoja, au nord-est de l'Ouganda, 13 200 familles pastorales se tournent vers l'agriculture comme moyen de subsistance.



Pasteurs du Karamoja en formation à l'école agro-pastorale.

## PRODUITS LAITIERS

### Un prix bien mérité

Le prix décerné en 2014 dans le cadre du *Dairy Value Chain Challenge* va permettre de renforcer les efforts de l'Office des produits laitiers de Tanzanie pour améliorer la qualité du lait et augmenter la consommation.

La demande croissante en produits laitiers en Afrique de l'Est est une formidable opportunité pour la filière d'améliorer ses moyens d'existence tout au long de la chaîne de valeur. Toutefois plusieurs défis limitent le développement de ce secteur, notamment un accès déficient aux services vétérinaires, des connaissances limitées en matière d'élevage et de manutention du lait et des liens insuffisants avec le marché. Lauréat du prix 2014, le Dr Mayasa Simba, membre de l'Office des produits laitiers de

Les pasteurs du Karamoja ont adopté l'agriculture après avoir reçu des formations dans les champs-école agropastorales (CEAP) de la FAO sur la préparation des sols, le contrôle des mauvaises herbes, la protection de l'environnement, l'entrepreneuriat, la gestion du bétail, la nutrition, la santé, l'hygiène, le VIH/sida, les systèmes de microcrédit, les activités post-récolte et les questions de genre. La FAO a également fourni de quoi démarrer l'activité, notamment des semences et des kits d'irrigation.

"Les formations dans les CEAP durent toute une saison, elles sont différentes dans chaque lieu et adaptées aux défis agricoles propres à chaque région", explique Alastair Taylor, conseiller technique. Les pasteurs, qui dépendaient autrefois uniquement de leur cheptel, font maintenant pousser des oignons, du chou, des carottes, du maïs, du mil, des haricots et du sorgho. Cette diversification a permis d'améliorer la nutrition des ménages. En outre, grâce à leurs nouvelles compétences en irrigation, les agriculteurs font pousser des légumes pendant la saison sèche qu'ils vendent sur les marchés locaux. La formation agro-pastorale vise à obtenir des rendements élevés avec un minimum d'engrais chimiques afin de limiter la dégradation de l'environnement. Le recours à des foyers améliorés a également conduit à une réduction de la quantité de bois de chauffe utilisée par les ménages. ■

Tanzanie, a bénéficié d'un programme d'assistance technique pour renforcer la qualité de la production de lait en Tanzanie afin d'améliorer les revenus des producteurs et la santé publique.

Sélectionné parmi plus de 50 projets visant à solutionner les problèmes du secteur laitier, le projet du Dr Simba se concentre sur la conformité aux réglementations laitières via un système de formation et de certification des acteurs de la production laitière. Quarante-dix-sept pour cent de la production laitière en Tanzanie provenant du secteur informel, l'objectif est d'encourager les producteurs à intégrer le marché formel, et ainsi renforcer la confiance des consommateurs et consolider le secteur laitier national.

Les partenaires du prix mettent à la disposition de l'équipe du Dr Simba des formations, leurs conseils et leurs réseaux pour l'aider à développer les aspects techniques du projet et renforcer les capacités de l'Office des produits laitiers. "L'objectif global de notre intervention est de développer une industrie laitière réglementée, compétitive et saine", explique le Dr Simba. ■

CREDITS CARBONE

## Protéger la forêt de Kakamega et restaurer les moyens de subsistance

Unique en son genre au Kenya, Msitu Tena est un projet de crédits carbone de 40 ans se développant dans une forêt d'État.

**M** situ Tena, qui signifie "forêt à nouveau", est un projet de crédit carbone se développant sur 490 hectares dans la forêt d'Iloro dans le comté de Kakamega. Ce projet de 200 millions Ksh (1,7 million €) qui vise à fixer 420 000 tonnes de dioxyde de carbone de l'atmosphère en 40 ans, est le fruit d'un partenariat entre l'association forestière communautaire Muileshi, ECO2 Librium (une ONG locale en charge de la commercialisation des crédits carbone) et le Kenya Forest Service (le département forestier du Kenya). Depuis 2010, 182 hectares de forêt ont été replantés avec des espèces d'arbres autochtones. Les communautés locales sont directement impliquées et rémunérées pour leur travail qui consiste à cultiver des semis, planter les arbres et les entretenir jusqu'à leur maturité. Près de 120 membres de ces communautés travaillent en même temps à réhabiliter la forêt.

Les arbres doivent atteindre une certaine hauteur avant de pouvoir commencer à générer des crédits carbone. Dans l'attente, ECO2 Librium lève des fonds pour d'autres activités. De nouveaux moyens de subsistance sont proposés comme l'apiculture et la pisciculture ; l'élevage de serpents et la construction de campements touristiques sont en préparation. "Il est prévu de fournir un refroidisseur de lait pour chaque groupe de 20 ménages", explique Sylvester Imbwaga, secrétaire de l'association Muileshi. "Nous avons déjà acheté des machines pour produire du jus de goyave et nous envisageons d'emballer et vendre de la farine de maïs." Des poêles à économie d'énergie sont également installés dans les foyers pour réduire la quantité de bois de chauffe utilisée par les communautés.

À ce jour, environ 6 000 ménages bénéficient de ce projet. Ceux qui plantent les arbres et en prennent soin sont payés pour leur travail, et les femmes qui fabriquent les poêles sont rémunérées tant pour la réalisation que l'installation de ceux-ci dans les foyers. "J'ai pu acheter une vache laitière et payer les droits de scolarité de mon enfant qui arrive au bout de ses études secondaires", explique Zakaria Lihanda Masheti qui dépend directement de la forêt pour le charbon, le pâturage des animaux, le bois de chauffe et la récolte d'herbes naturelles. Mais l'augmentation des revenus n'est pas le seul bénéfice : "Nous avons perdu nos herbes, nos animaux, nos oiseaux, nos serpents et nos abeilles parce que la forêt a été rasée dans les années 1960", raconte Meshack Amalemba. "Nous préservons la forêt pas pour nous mais pour les générations à venir." ■

Présentation à la communauté Muileshi des droits permettant l'accès aux crédits carbone dans le cadre du projet Msitu Tena.



SATELLITES

### La microassurance agricole accessible à tous

Mettre en place une assurance agricole à faible coût et destinée à tous les agriculteurs en Afrique, telle était l'ambition d'EARS Earth Environment Monitoring en lançant la micro-assurance FESA (*Food Early Solutions for Africa*). Un défi relevé avec succès grâce aux données climatiques fournies par les satellites météorologiques de Meteosat.

CONSERVATION

### Protéger les forêts sacrées

Initié en 2011, le projet d'intégration des forêts dans le système des Aires protégées au Bénin a permis, à l'issue d'un processus participatif, de délimiter et borner les forêts sacrées. En parallèle, des modes alternatifs d'exploitation de la forêt ont été initiés comme des jardins botaniques, l'éco tourisme, de petits élevages ou des activités culturelles.

SEL SOLAIRE

### Produire en préservant l'environnement

La production de sel iodé en Guinée a trouvé de nouveaux débouchés salvateurs grâce à une collaboration entre le Programme alimentaire mondial (PAM) et la Fédération paysanne de Basse-Guinée. Le PAM en a déjà acheté 35 tonnes pour son programme de cantines scolaires.

AGROFORESTERIE

### L'eau a de nouveaux alliés

Après avoir été formés à l'agroforesterie et avoir planté 4 000 arbres dans leurs exploitations, les fermiers de Melong au Cameroun ont planté plus de 2 000 arbres autour des bassins de drainage des eaux pour tenter de protéger et d'augmenter les réserves d'eau de la région. "Nous avons toujours souffert de pénuries d'eau mais c'est du passé maintenant", affirme l'agriculteur Pierre Tagni.

## PATATE DOUCE

### Petits producteurs entrepreneurs

“Comment peut-il exister, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, plus de 1 000 variétés de patates douces, une plante à multiplication asexuée importée d’Amérique latine ?”, s’interroge le CIRAD. En analysant un échantillon de 417 variétés locales, il est parvenu à la conclusion que ce sont les petits producteurs qui les ont sélectionnées, faisant preuve d’une remarquable adaptation au changement.

## BANANE

### Un allié naturel contre la cécité

Des chercheurs du *Queensland University of Technology* (QUT) ont mis au point une banane à teneur enrichie en beta-carotène (vitamine A) afin de combattre la cécité. L’objectif est de pouvoir fournir d’ici 2020 des plants de ces bananes, une fois testées sur l’homme, aux planteurs en Ouganda.

## NÉMATODES

### Solutions durables

Une étude scientifique menée par le COLEACP sur les nématodes des cultures maraîchères au Sénégal a permis de mettre au point des solutions de lutte efficaces et qui préservent l’environnement. Il s’agit notamment d’introduire une surveillance des populations de nématodes ou de compter et identifier les nématodes des exploitations infectées.

## ADAPTATION

### And the winner is...

Le prix mondial de l’Alimentation 2014 a été décerné au Dr Sanjaya Rajaram, sélectionneur de blé, pour son travail sur le développement de variétés de blé nutritives, résistantes aux maladies de la rouille et s’adaptant à une grande variété de climats. Ses recherches, principalement menées au Centre international d’amélioration du maïs et du blé, ont permis de mettre au point plus de 480 variétés.

## EUCALYPTUS

### Une nouvelle source de biocarburant

Un projet international de recherche en génétique des eucalyptus a découvert que ces arbres peuvent servir à fabriquer des biocarburants et ainsi offrir une nouvelle source de revenus à ceux qui les cultivent à travers le monde. Cette étude menée sur cinq ans par des chercheurs brésiliens, sud-africains et américains, a réussi à décrypter le code génétique de la variété à maturation rapide *Eucalyptus grandis*. Elle a également découvert que les gènes des bactéries et levures présentes dans ces arbres peuvent servir à fabriquer des biocarburants à grande échelle. “Nous pouvons aussi cultiver des arbres qui poussent plus vite, ont un bois de plus grande qualité, utilisent l’eau plus efficacement et résistent mieux au changement climatique”, rapporte le responsable du projet, le professeur Zander Myburg de l’Université d’Afrique du Sud.



Femmes cultivant du riz pluvial dans le cadre du dispositif de recherche et d’enseignement en partenariat à Madagascar.

## RIZ

### Partage réussi des savoirs

Grâce à un dispositif de recherche et d’enseignement en partenariat (DP), le FOFIFA a créé des variétés de riz pluvial bien adaptées aux Hautes terres à Madagascar.

Depuis dix ans, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), le Centre national de recherche appliquée au développement rural (FOFIFA) et l’Université d’Antananarivo ont mis en place un partenariat scientifique novateur. Le dispositif de recherche et d’enseignement en partenariat (DP) est basé sur la co-construction des programmes de recherche, la mise en place d’une gouvernance partagée, le partage et la mutualisation des moyens et la formation des jeunes chercheurs.

La Grande île est actuellement dotée de deux DP, un sur la forêt et la biodiversité, l’autre sur les systèmes de production d’altitude et

durabilité (SPAD). Le DP Forêts et biodiversité à Madagascar a pour mission de développer des recherches sur les Forêts et les agro-forêts malgaches. L’objectif est de contribuer à poser des bases scientifiques pour la conservation et la valorisation de la biodiversité ainsi que le développement des services éco systémiques.

Quant au dispositif SPAD, il se concentre sur la pérennisation des exploitations des zones d’altitude de Madagascar. Il aborde les questions de la gestion des bas-fonds irrigués, de la durabilité de la riziculture pluviale, des interactions entre agriculture et élevage, ainsi que du processus d’innovation à l’échelle du système de production. Dans ce cadre, une variété de riz a été créée pour les zones d’altitude.

En mai 2013, le FOFIFA a remis officiellement au ministère malgache de l’Agriculture neuf nouvelles variétés de riz pour les régions Nord-Ouest, Moyen-Est et Sud-Ouest. Plus productives et performantes, ces variétés ont permis d’améliorer le rendement du riz, qui est passé de 0,5 à 5 tonnes à l’hectare. Ces variétés sont résistantes aux maladies, notamment au virus RYMV ainsi qu’aux aléas climatiques (froid, sécheresse, etc). ■

ARGENT MOBILE

## L'agro-finance à la portée des producteurs

Les agriculteurs d'Afrique de l'Est profitent d'une augmentation de l'offre de services d'argent mobile.

En Tanzanie et en Ouganda, 46 000 producteurs de café et de coton sont payés pour leurs récoltes via l'application mobile Smart Money. Trois filatures de coton en Tanzanie et quatre entreprises caféières en Ouganda utilisent cette plateforme pour effectuer les paiements, mettant un terme aux vols qui avaient lieu fréquemment lorsque

QUALITÉ

## Renaissance du café cap-verdien

Une entreprise néerlandaise s'associe à des chefs d'entreprise cap-verdiens pour sauver le café de Fogo.

Fogo Coffee Spirit Lda, créée par des chefs d'entreprise néerlandais et cap-verdiens, a investi dans la production et la qualité du café de l'île de Fogo engendrant des exportations à hauteur de 8 tonnes de café vers les marchés d'Europe et des États-Unis d'Amérique en 2014.

Alors que la production de café de l'île de Fogo ne dépassait pas jusqu'à cette année deux tonnes par an, grâce à Fogo Coffee

l'argent était remis en liquide aux agriculteurs.

Depuis 2012, les agriculteurs ougandais peuvent aussi épargner et emprunter de l'argent, rembourser des emprunts, acheter et être payés via un service de SMS offert par l'association sans but lucratif Ensibuuko. Les agriculteurs sollicitent des services financiers, comme des prêts, en envoyant un SMS reprenant leur identité, la transaction souhaitée, le montant et leur code PIN. L'association a récemment étendu ses services pour permettre aux petits producteurs enregistrés auprès d'une coopérative d'avoir accès à des intrants agricoles, des informations sur les marchés et du matériel photovoltaïque. L'application mobile propose également du conseil agricole grâce à un réseau d'agents de vulgarisation. Ensibuuko compte actuellement 1 000 agriculteurs enregistrés actifs sur la plateforme en ligne. ■

Spirit Lda, six tonnes supplémentaires ont été produites. Le projet de l'entreprise, axé sur la qualité et la réputation du café de Fogo, ambitionne d'inverser la tendance à la baisse de la production qui avait atteint un tel niveau que sa consommation en était presque exclusivement réduite aux habitants de l'île.

Le déclin du café de Fogo, cultivé depuis plus de 200 ans, était imputable à l'abandon des plantations après l'indépendance du pays en 1975. Les plants sont actuellement remplacés par de nouveaux afin de préserver les caractéristiques uniques de cette variété d'Arabica.

La création de l'entreprise Fogo Coffee Spirit Lda a joué un rôle déterminant pour asseoir la réputation du café biologique du Fogo, et plus particulièrement de l'Arabica, au-delà des frontières de l'île et du pays et lui assurer une place sur les marchés américains et européens. ■

À droite : la première récolte de café lavé sur l'île de Fogo au Cabo Verde réalisée par Fogo Coffee Spirit Lda et Trabocca.

## FEMME ENTREPRENEUSE Succès féminin de la filière anacarde

Femme modèle pour ses concitoyennes, Minata Koné a fondé la première entreprise privée burkinabè à capitaux entièrement nationaux transformant les noix de cajou. Créée en 2003 à Banfora, la société a su, grâce à l'entregent de sa fondatrice, conquérir plusieurs marchés internationaux et redonner de l'allure à la filière anacarde.

MIEL

## Des bienfaits de la formation

En Éthiopie, des transformateurs de miel ont formé 8 250 apiculteurs afin d'augmenter la production et améliorer la qualité. Ils espèrent aussi pouvoir acheter des nouvelles ruches, pouvant contenir 30 kg de miel, que les apiculteurs ne rembourseront qu'après avoir été payés pour leur miel. Le pays compterait environ 1,4 million d'apiculteurs élevant entre huit et dix millions de colonies.



© Trabocca/M. Simons

SECTEUR LAITIER

## Un partenariat gagnant-gagnant

Une association sans but lucratif zambienne s'est associée à la compagnie laitière Parmalat Zambia pour créer quatre centres de collecte du lait dans le sud de la Zambie. Ce projet, dont le but est de soutenir la croissance du secteur laitier chez les petits producteurs, offre à ces derniers la possibilité de commercer avec le secteur privé et renforce leur accès aux marchés. Environ 400 producteurs en ont déjà profité et ont vendu du lait aux centres de collecte pour plus de 25 500 €. Des formations sont également dispensées, avec l'aide d'opérateurs vétérinaires privés, pour aider les petits éleveurs de bovins à améliorer la gestion de leur cheptel et développer l'élevage de vaches laitières.

Ces six pages ont été réalisées avec la contribution de : L. Adoma (Îles Salomon), E. Aidasso (Bénin), O. Alawode (Nigeria), M. Andriatiana (Madagascar), J. Karuga (Kenya), M. A. Konte (Sénégal), M. Makoni, (Afrique du Sud), A. Matho (Cameroun), N. Mendes (Angola), N. Mutemweno (Zambie), E. Ntungwe (Cameroun), A. C. Santos (Cabo Verde), P. Sawa (Kenya), A. Silva (Mozambique), T. Tientoré (Burkina Faso), M. Waruru (Kenya).



Fabrice Larue est chef de projet "Financement et filières agricoles" à la Fondation FARM.

FABRICE LARUE

## Les coopératives à l'heure de l'OHADA

Les coopératives agricoles ont aujourd'hui avec l'Acte uniforme sur les sociétés coopératives de l'OHADA des marges de manœuvres importantes pour délimiter leur fonctionnement et leur mode de gouvernance.

**L'Acte uniforme sur les sociétés coopératives de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), 9<sup>e</sup> Acte uniforme, est en vigueur depuis mai 2011. Pouvez-vous nous expliquer ce nouveau statut juridique et son intérêt ?**

Cet Acte tente d'uniformiser les législations coopératives nationales des États membres, en se substituant aux règles nationales et statutaires contraires. Il existe désormais deux niveaux juridiques : le niveau communautaire - l'Acte uniforme de l'OHADA - et le niveau local ou privé, des statuts des coopératives. Ce texte innove en donnant le choix aux coopératives entre deux formes juridiques : la société coopérative simplifiée (SCOOPS) et la société coopérative avec conseil d'administration (SCOOP-CA). De plus, l'Acte uniforme est, en quelque sorte, une loi cadre qui laisse beaucoup de liberté aux opérateurs privés pour fixer leurs propres règles de fonctionnement.

La première amélioration significative concerne la simplification des procédures de reconnaissance juridique des coopératives. L'Acte uniforme supprime les procédures souvent fastidieuses d'obtention d'un agrément et les remplace par une démarche d'immatriculation plus souple, ce qui favorise l'attrait de la forme juridique coopérative.

Il prévoit aussi des mesures concrètes pour favoriser un fonctionnement démocratique des coopératives, à la fois par un désengagement de l'État dans leur gestion et leur suivi et, d'autre part, par des principes internes de gouvernance qui sont renforcés.

Elle impose, par exemple, des limites dans le cumul des mandats des administrateurs.

Un autre apport important concerne des règles nouvelles pour favoriser une plus grande transparence financière pour asseoir la crédibilité et la solvabilité des coopératives. Par exemple, les administrateurs doivent constituer deux réserves financières obligatoires, l'une pour le fonctionnement de la coopérative, l'autre pour la formation. L'audit comptable des états financiers devrait être aussi renforcé.

Enfin, l'Acte uniforme accorde une place importante à l'inter-coopération. Ainsi, la législation permet aux coopératives et à leurs faitières de se réunir en réseaux sur la base du principe de subsidiarité.

**Un peu plus d'un an après l'obligation de la mise en conformité des statuts des coopératives africaines au 9<sup>e</sup> Acte uniforme (NDLR 16 mai 2013), où en sommes-nous ?**

L'ambition louable de l'Acte uniforme semble montrer ses limites dans la mesure où, après la période transitoire de deux années accordées aux États membres et aux coopératives pour se conformer à la nouvelle législation, celle-ci est peu appliquée voire inexistante et méconnue. Si certains États (Togo et Gabon) immatriculent à ce jour des coopératives en suivant la nouvelle législation OHADA, en revanche, la majorité des pays ont un retard certain, à commencer par des approximations pour désigner le ministère en charge de la tenue du registre des immatriculations des coopératives. La formation nécessaire des agents de l'État sur la nouvelle législation tarde aussi à se mettre en place.

**Comment les coopératives perçoivent-elles cette nouvelle législation ?**

La nouvelle législation OHADA sur les coopératives a suscité l'inquiétude des syndicats agricoles nationaux et régionaux. Certains regrettaient de ne pas avoir été suffisamment consultés lors de son élaboration. D'autres pensaient que c'était une façon pour les États d'accroître la pression fiscale. Les premières difficultés rencontrées ont été celles de la compréhension des textes par le monde agricole et des divergences d'interprétation avec des agents de l'État qui avaient eux-mêmes reçu peu de formation sur la nouvelle législation. Aujourd'hui, pour les coopératives qui se sentent en mesure de respecter les critères d'éligibilité et de fonctionnement, la difficulté réside dans le fait que peu d'États ont finalisé la mise en place des procédures pour l'immatriculation des coopératives. Malgré tout, ce nouveau statut pourra être un outil de redynamisation si des politiques publiques, notamment en matière de formation en gestion financière et comptable et d'appui à la commercialisation, sont intensifiées pour soutenir le développement économique des organisations agricoles dans l'espace OHADA. À cette condition, elles pourront mettre à profit ce nouveau statut juridique qui doit être considéré par les différents acteurs comme un atout à leur service et non comme un outil de contrôle des organisations de producteurs. ■

\* L'espace OHADA comprend dix-sept États membres unis par un traité signé en octobre 1993 pour favoriser l'uniformisation du droit des affaires dans l'espace communautaire.

Anne Guillaume-Gentil

Plus de 50 % de la population active féminine des régions en développement travaille dans le secteur agricole, mais les disparités entre hommes et femmes perdurent. Intégrer la notion de genre dans les politiques est essentiel pour produire plus et mieux tout en autonomisant les femmes.

## GENRE

# Des femmes écoutées et décisionnaires



© One Acre Fund/H. Tucker

17 | POINT DE VUE  
Wanjiru Kamau-Rutenberg :  
les femmes en quête de  
leadership

18 | REPORTAGE AU BURKINA FASO  
Les femmes propriétaires,  
une nouvelle donne

**E**n Éthiopie, Aster Wotango, présidente du Groupe de femmes d'Aheba, a appris à épargner et a pu s'acheter, en empruntant, quatre poules qui lui permettent de vendre ses oeufs et générer un revenu. Cette culture de l'épargne a été introduite par Farm Africa en établissant des Associations villageoises d'épargne et de crédit (*Village Savings and Lending Associations – VSLAs*) dans les zones rurales reculées du pays. Quelque 100 000 euros ont été épargnés et plus de 13 000 femmes sont maintenant en mesure d'accéder au crédit pour la première fois. Les autres membres du Groupe des femmes Aheba ont emprunté de l'argent pour créer de petites entreprises similaires dans la production de farine de maïs, d'épices, de café, de mangues ou de bières locales.

En communiquant avec des acheteurs potentiels et en obtenant des informations sur le marché *via* le téléphone mobile, les femmes du village de Peko-Misegese en Tanzanie ont quant à elles obtenu un prix de vente plus juste des produits issus de leurs récoltes. Mais elles sont allées encore plus loin en créant un marché qui se déroule deux fois par semaine et en construisant des entrepôts.

Plus à l'Est, au Rwanda, Jeannette Maniraho, a rejoint le programme One Acre Fund et bénéficié d'un prêt sous forme d'engrais. Des engrais qui étaient jusqu'à aujourd'hui difficiles d'accès, le magasin se situant à cinq heures de marche. Les engrais ont été livrés à temps et dès la première année, elle a amélioré sa récolte de riz jusqu'à dégager un surplus après avoir nourri sa famille. Au Burundi et au Rwanda, One Acre Fund a délivré des semences et engrais à plus de 100 000 agriculteurs.

Enfin, depuis la création de son entreprise en 1996, South Sea Orchids, Aileen Burness s'est attachée à soutenir les femmes des villages aux Fidji pour qu'elles vivent de l'horticulture. Quelque 270 femmes ont ainsi été épaulées pour devenir floricultrices et accéder au financement pour démarrer leur activité. Aujourd'hui, Aileen Burness a pris son bâton de pèlerin pour former les femmes des autres îles du Pacifique.

Ces quelques exemples sont autant de façons de montrer comment les femmes parviennent à accéder aux ressources productives, comment elles peuvent exprimer leurs besoins et se faire entendre et comment, en fin de compte, on peut parvenir à une plus grande égalité entre hommes et femmes. Réduire les inégalités entre les deux sexes est un défi qui se pose dans la plupart des sociétés, développées ou non, et sur de nombreux plans : le travail, les salaires, la représentation démocratique, l'éducation, etc. Dans l'agriculture, la question est d'autant plus pertinente qu'elle a été jusqu'à récemment occultée, que les femmes y ont un rôle important et que les inégalités dans l'accès aux ressources, aux marchés et aux services y sont criantes.



## Un rôle souvent invisible

En moyenne, en 2010, 42 % de la population active féminine travaillait dans l'agriculture au niveau mondial et près de 53 % dans les régions en développement. Mais il existe de fortes disparités entre les régions (9,2 % en Afrique australe, 70 % en Afrique centrale, 80 % en Afrique de l'Est, 7,3 % en Amérique latine, 67 % en Océanie) mais aussi entre les pays (50 % au Ghana et 93 % au Burkina Faso ; 80 % aux Iles Salomon et 24 % aux Fidji). En outre, cette part des femmes dans la main d'œuvre agricole augmente dans certains pays en raison des conflits, du VIH/SIDA ou encore des migrations.

Très présentes dans le secteur agricole, les femmes produisent souvent la majorité de la nourriture nécessaire à leur foyer, surtout en Afrique (jusqu'à 90 % selon la Banque africaine de développement), mais avec des rendements inférieurs à ceux des hommes. La FAO, dans son rapport 2010-11 sur la *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* consacré au rôle des femmes dans l'agriculture, estime que la différence de rendement est de l'ordre de 20 à 30 %. Ces résultats sont à nuancer en fonction des pays, des cultures, de l'âge et du groupe ethnique. Ainsi au Nigeria, selon la FAO, dans l'État de l'Oya, la productivité des hommes

Au centre : Pendant que leurs maris s'occupent du bétail, les soeurs Koulibaly mettent à jour la comptabilité du moulin (situé dans la province de Thiès, Sénégal) dont elles sont propriétaires.



© R. Faidutti

À droite : Anne Wafula, agricultrice kényane membre du réseau *One Acre Fund*.

et des femmes est identique pour la culture du maïs, de l'igname, du manioc, des légumes et des légumineuses ; en revanche dans l'État d'Osun, le rendement des rizicultrices est inférieur de 66 % à celui des riziculteurs.

Une différence de rendement qui s'explique principalement par un moindre accès aux ressources productives. Elles disposent de moins de main-d'œuvre, que ce soit auprès de leur famille et communauté immédiate, ou de main-d'œuvre extérieure. Elles utilisent moins d'intrants comme les engrais, ont moins recours aux technologies et aux innovations comme les semences améliorées, et accèdent moins au crédit ; la terre reste souvent la propriété des hommes. Si en matière d'éducation, des progrès sensibles ont été enregistrés, en particulier pour la scolarisation des filles dans le primaire, des disparités subsistent et entravent les agricultrices. En outre, les femmes disposent de moins de temps pour les activités agricoles, étant en charge de la collecte du bois, de l'eau, s'occupant des enfants et du foyer. Et souvent la faiblesse des infrastructures, en particulier de transport, limite leur accès aux marchés.

Si ces inégalités étaient supprimées, la production agricole progresserait de 2,5 à 4 %, ce qui permettrait de réduire de 100 à 150 millions le nombre de personnes ►



© One Acre Fund/H. Tucker

## Comment mesurer l'autonomisation des femmes ?

"Les femmes ont besoin d'*empowerment* ce qui revient à leur donner le pouvoir de négocier, de demander et de faire", affirme Tarikua Woldetsadick. Ce terme anglo-saxon, qui peut s'apparenter à autonomisation, responsabilisation ou encore émancipation, l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI), en collaboration avec l'IFPRI et l'USAID, a cherché à le mesurer à travers la création de l'indice Women's Empowerment in Agriculture Index (WEAI). Cet indice composite vise à mesurer le rôle et l'engagement des femmes dans le secteur agricole. Il prend en compte cinq domaines : les décisions sur la production agricole, l'accès aux ressources productives, le contrôle dans l'utilisation des revenus, le leadership dans la communauté et la répartition de la charge de travail. Il mesure également l'autonomisation des femmes par rapport aux hommes au sein de leur ménage. Des projets pilotes ont été menés au Bangladesh, au Guatemala et en Ouganda.

Créé au départ pour suivre et évaluer l'impact de l'Initiative américaine, "Feed the Future" sur l'autonomisation des femmes, l'indicateur peut être un outil pour mieux connaître et identifier les facteurs sur lesquels il faut agir pour lever les obstacles et les contraintes pesant sur les femmes.

# DOSSIER

► souffrant de la faim. Mais au-delà de la productivité et de la hausse de production, “Si les femmes avaient davantage accès aux ressources dont elles ont besoin - intrants, foncier, crédit, etc. - il y aurait un accroissement du Produit national brut (PNB) de chaque pays de 4 %. Pourquoi cet accroissement ? Les études ont montré que les femmes investissent dans leur communauté, ce qui crée une chaîne de rendement. Il ne s’agit pas seulement de rendement agricole immédiat de la terre cultivée mais d’investissement dans la nutrition, la santé, de meilleures conditions de vie, l’éducation... et tout cela dynamise l’économie”, souligne Tarikua Woldetsadick, en charge de la Stratégie Genre au CTA.

## Des politiques appropriées

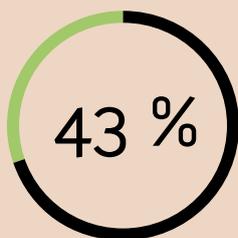
“Il est donc nécessaire d’introduire une politique genre dans l’agriculture et ce à tous les niveaux. Il faut veiller à ce que les politiques, les outils financiers et technologiques, les innovations mis en place soient utilisables et accessibles aux femmes”, précise Tarikua Woldetsadick.

Mais le seul accès à ces outils ne suffit pas, selon un rapport de la Banque mondiale et de l’ONG ONE, basé sur des études menées dans six pays d’Afrique (Éthiopie, Malawi, Niger, Nigéria, Ouganda et Tanzanie). Par exemple, si l’on compare la productivité des hommes et des femmes sur des parcelles de taille similaire dans un contexte équivalent, les écarts varient de 23 % en Tanzanie à 66 % au Niger, ce qui souligne l’importance des questions

## Genre et changement climatique

En 2015 on célébrera les 20 ans de l’adoption par la Conférence mondiale sur les femmes de la Déclaration et du Programme d’action de Beijing. Dans ce cadre d’action en faveur de l’autonomisation des femmes et de l’élimination des obstacles à l’égalité des sexes figurait parmi les douze domaines majeurs, les femmes et l’environnement. Une préoccupation qui est aujourd’hui au cœur de l’actualité avec le changement climatique en cours, qui touche particulièrement les femmes. Elles sont très dépendantes de l’agriculture et représentent une frange importante de la population pauvre. Plus vulnérables au changement climatique, elles ne doivent pas pour autant être seulement considérées comme des victimes. Elles jouent déjà un rôle prédominant dans la gestion et la conservation des ressources naturelles et ont fait preuves d’adaptation. Elles doivent être mieux représentées au sein des instances internationales et nationales et la dimension sexospécifique doit être plus largement prise en cause dans l’élaboration des politiques.

## LES FEMMES ET LA MAIN D’OEUVRE AGRICOLE



De la main d’oeuvre agricole sont des femmes dans les pays en développement

En Amérique latine



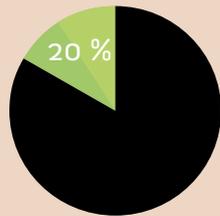
En Afrique, Asie de l’Est et du Sud-Est



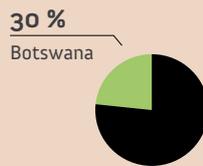
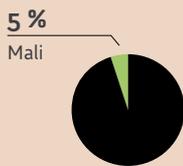
Des femmes sont destinataires des services de vulgarisation agricole



Des investissements agricoles totaux dans le domaine des forêts, de la pêche et de l’agriculture bénéficient aux femmes



Des propriétaires fonciers dans les pays en développement sont des femmes

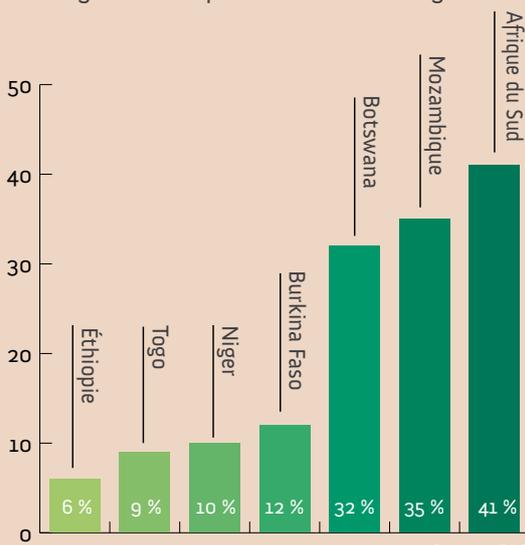


Les exploitations des ménages gérés par des femmes sont de 1/2 à 2/3 plus petites que les exploitations des ménages gérés par des hommes



Des adultes analphabètes dans le monde sont des femmes

## Pourcentage de femmes dans la recherche et l’enseignement supérieur en sciences agricoles



culturelles. Par ailleurs, les services de vulgarisation en Éthiopie et en Ouganda sont moins profitables aux femmes qu'aux hommes en termes d'accroissement de la productivité agricole, étant peut-être moins adaptés à leurs besoins. De même, disposer d'un titre foncier ne suffit pas en tant que tel. D'une part, parce que la terre cédée aux femmes est fréquemment de taille plus petite et/ou de qualité moindre, d'autre part, il faut que les femmes disposent des moyens pour la mettre en valeur.

Dans le domaine des TIC, instrument déterminant pour relier les paysans au marché, les projets doivent également être adaptés aux réalités des femmes. Le programme des petites subventions pour le Genre, l'agriculture et le développement rural dans la société de l'information (GenARDIS) du CTA, s'y attelle depuis une dizaine d'années. Parmi les recommandations émises figurent l'amélioration des infrastructures rurales en privilégiant les installations communes d'accès public, le développement de l'accès communautaire comme les télécentres, ainsi que la traduction des contenus en langues locales.

Plus généralement, utiliser la radio et la vidéo pour informer les femmes est un bon moyen de les toucher car elles ne s'éloignent que rarement du village ; tenir compte de leur emploi du temps, occupé par de multiples tâches, pour fixer les horaires d'intervention des services de vulgarisation ; utiliser des schémas pour la formation ; mettre à disposition des petites quantités d'engrais ou de semences, plus accessibles financièrement ; veiller à ce que l'introduction d'une technologie industrielle ne fasse pas perdre de revenus aux femmes ... sont autant de mesures qui permettent de traiter des aspects genre et de répondre aux besoins des femmes. Par exemple, c'est par le théâtre communautaire que les capacités des femmes agricultrices au Malawi et au Mozambique ont été renforcées afin qu'elles identifient leurs propres besoins, formulent des solutions et les transmettent aux décideurs politiques. Ce projet pilote, *Women Accessing Realigned Markets (WARM)*, mené par le Réseau d'analyse de politiques relatives à l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles (FANRPAN), permet aux femmes d'influer sur les politiques en se servant du théâtre, très ancré dans la tradition africaine, comme outil de plaidoyer pour apporter des réponses à leurs besoins et contraintes.

Les politiques agricoles et des bailleurs de fonds accordent encore peu d'importance au genre. Selon plusieurs études, seulement 10 % de l'aide publique au développement (APD) dans l'agriculture, prend l'égalité des sexes en considération. En outre, estiment Action Aid et Peuples Solidaires, les politiques des bailleurs et des institutions n'évoquent les femmes qu'en tant que responsables de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la santé des enfants. Or, elles sont aussi des agricultrices !

Le regain d'intérêt pour l'agriculture, mais aussi une reconnaissance plus grande de l'importance de la nutrition et de la qualité des aliments, ainsi qu'une meilleure connaissance du rôle et des contraintes des femmes dans ce secteur constituent autant d'opportunités pour introduire une approche genre dans les politiques. Il s'agit de replacer les femmes dans leur famille, leur foyer et leur communauté car les inégalités relèvent essentiellement de la sphère sociale. ■

Anne Guillaume-Gentil

## Point de vue

Le Dr Wanjiru Kamau-Rutenberg est la directrice d'AWARD. Elle est la fondatrice et ex-directrice d'*Akili Dada*, une pépinière de dirigeantes qui investit dans le potentiel de jeunes femmes africaines issues de milieux défavorisés.



### Les femmes en quête de leadership

**Vous venez de prendre la direction d'AWARD, un programme de développement professionnel qui renforce les compétences des femmes agronomes africaines en matière de recherche et de capacité à diriger. Pourquoi un programme comme AWARD est-il nécessaire ?**

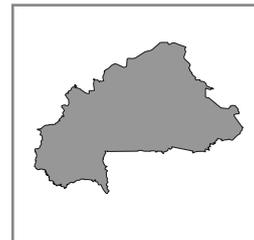
Si l'Afrique doit nourrir 2,4 milliards de personnes d'ici 2050, elle doit augmenter sa production alimentaire de 260 %. Pour y parvenir, elle doit pouvoir s'appuyer sans attendre sur les résultats des recherches des agronomes. Bien qu'en Afrique la production, la transformation et la commercialisation de la plus grande part des aliments soient assurées par les femmes, seul un chercheur sur quatre est une femme. Et, dans les institutions africaines de recherche agricole, seul un poste de direction sur sept est occupé par une femme. AWARD contribue à réduire cet écart.

**Comment les femmes peuvent-elles contribuer à améliorer la production alimentaire ? En quoi leur approche diffère-t-elle de celle des hommes ?**

Les femmes jouent un rôle crucial dans la sécurité alimentaire des foyers, la diversité de l'alimentation et la santé infantile. Les femmes agronomes sont bien placées pour comprendre les besoins des agriculteurs. Elles connaissent la dynamique en jeu et les obstacles que rencontrent les agriculteurs dans leurs efforts pour assurer la sécurité alimentaire et économique de leurs foyers, et elles sont souvent mieux informées des technologies que les agricultrices adopteront facilement.

**Voudriez-vous partager avec nous deux ou trois bons exemples de recherches agricoles entreprises par des femmes agronomes soutenues par AWARD ?**

Il y en a beaucoup. Je pense à Flower Ezekiel Msuya de l'université de Dar-es-Salaam. Elle aide les productrices d'algues à transformer leur récolte en produits à forte valeur ajoutée tels que des savons, des cosmétiques et même de la confiture, ce qui leur permet d'augmenter leurs revenus. Dorcas Olubunmi Ibitoye de l'Institut national de recherche horticole du Nigeria axe ses travaux sur la mise au point de méthodes efficaces et abordables de criblage permettant de repérer les caractères de résistance à la sécheresse du niébé. Et Mary Obadaï du Conseil pour la recherche scientifique et industrielle du Ghana mène des recherches remarquables sur l'utilisation des déchets agricoles pour le substrat de champignons. Elle a formé plus de 3 000 agriculteurs, essentiellement des femmes, à la production de champignons.



# Les femmes propriétaires, une nouvelle donne

À Cassou, commune rurale du centre-ouest du Burkina Faso, le GRAF a relevé le défi de mettre en œuvre la loi sur le régime foncier adoptée par le gouvernement burkinabè en 2009 et de favoriser l'accès des femmes à la terre. Un pari réussi.

“**B**eaucoup d'époux estimaient qu'une femme n'avait pas à posséder un champ, puisque tout ce qu'elle a appartient de fait à son époux. Pourquoi alors demander à être propriétaire terrien ?”, observe Mariam Ouédraogo, qui exploite aujourd'hui deux hectares cédés par son mari. “Certains époux craignaient qu'une fois nanties économiquement, leurs femmes les quitteraient pour d'autres”, poursuit-elle.

Au Burkina Faso, 51,7 % de la population est constitué de femmes et plus de la moitié d'entre elles exploite la terre

comme moyen de subsistance. Une terre qui appartient à leurs époux, transmise fréquemment par héritage familial, et qu'elles peuvent perdre à tout moment.

En 2009, le gouvernement burkinabè a adopté la Loi 034 portant régime foncier rural : elle vise à assurer un accès équitable aux terres rurales. Dans le droit fil de la mise en œuvre de cette loi, le Groupe de recherche et d'action sur le foncier (GRAF), un réseau regroupant des personnes diverses travaillant ou s'intéressant à la problématique foncière, a initié en 2011 un “Projet de sécurisation foncière des femmes dans les villages de Panassian et Nessian”

À gauche : rizière de Salamata Nignan à Cassou.

Au centre : le GRAF favorise le dialogue entre les femmes et les hommes.



relevant de la commune rurale de Cassou. Des villages où les hommes ont accepté librement de céder définitivement des terres aux femmes. Une cession qui s'est faite en deux temps : d'abord obtenir l'accord de principe des hommes pour qu'ils s'engagent dans le processus de sécurisation de leurs possessions puis la cession de leurs terres.

### Autonomes et responsables

La cession des terres aux femmes a-t-elle changé leur quotidien ? "Elles sont maintenant plus à l'aise dans leurs activités de production agricole. Elles produisent sans complexe et se sentent encore plus responsables. L'accroissement de la production rime aussi avec rentabilité économique et c'est la famille qui en profite", observe Pama Bénao, agent domanial et chef du service foncier rural à Cassou. "Nos activités nous ont permis d'assurer la scolarité de nos enfants. Certaines ont pu acquérir des motos et vélos", témoigne Mariam Zallé.

Posséder son propre lopin de terre autonomise et responsabilise davantage les femmes. "Les femmes deviennent plus autonomes et participent à certaines charges familiales. J'ai mes propres récoltes et j'arrive à aider mon époux dans les dépenses de santé et d'éducation", affirme Salamata Nignan, qui est maintenant propriétaire de trois hectares sur lesquels elle cultive de l'arachide et du riz. En outre, l'accès à la terre ouvre d'autres opportunités, comme l'accès au crédit pour des activités génératrices de revenus.

Cependant, "tout en mettant en valeur les terres acquises, les femmes doivent également préserver la cohésion de leur famille et veiller à maintenir de bons rapports avec leurs époux", soutient Pama Bénao.

La première étape du projet GRAF a consisté à créer des structures locales : la Commission foncière villageoise (CVF), chargée de la gestion des terres rurales à l'échelle du village, la Commission de conciliation foncière villageoise (CCFV), responsable du règlement des conflits liés à la terre au niveau local et le Service foncier rural de la commune (SFR), qui établit les titres fonciers.

Aujourd'hui à Panassian et Nessian, une centaine de

femmes sont devenues propriétaires de terres. Toutefois, le processus a rencontré des écueils. "Faire des femmes des propriétaires fonciers en milieu rural au même titre que les hommes, ce n'était pas du tout évident. Je peux même dire que personne n'y croyait au début", confie Pierre Aimé Ouédraogo, secrétaire exécutif du GRAF.

"Des réticences des époux, liées aux traditions, sont apparues. Mais aujourd'hui, des barrières ont pu être levées et de nombreuses femmes ont des attestations de possession foncière", indique Pama Bénao.

### Et demain ?

La démarche du GRAF s'est basée sur la sensibilisation et l'information. Deux femmes, Rose Marie Sanwidi, ingénieure agronome, et Fatoumata Tall, juriste, ont conduit un dialogue entre les "possesseurs" fonciers et les femmes des deux villages.

Pour alléger le processus, le GRAF a accepté de prendre en charge les frais d'établissement d'attestation de possession foncière pour tous les propriétaires fonciers qui consentaient à donner ou à prêter des terres aux femmes, selon Pierre Aimé Ouédraogo. Pour une attestation d'environ un hectare, il faut déboursier 5 000 FCFA (7,60 €) pour délimiter le terrain, 300 FCFA pour l'espace sollicité, 1 000 FCFA pour l'inscription, 2 000 FCFA de frais de timbre. "Nous avons pu identifier 70 possesseurs fonciers coutumiers. Cent soixante-quatre femmes ont été bénéficiaires de terres suite aux négociations, 64 à Panassian et 100 à Niessan", explique Dramane Diasso, premier adjoint au maire de Cassou.

À l'évidence, le GRAF a réussi son pari de "se servir de la loi sur le foncier rural, pour assurer aux femmes, un accès sécurisé à la terre, dans la commune rurale de Cassou". Mais, la seule attestation foncière ne suffit pas. Pour le GRAF, les femmes doivent ensuite être soutenues pour aménager les terres afin de les rendre plus rentables. "Le changement dans la vie des femmes est assurément à ce prix", estime Dramane Diasso. ■

Tiego Tiemtoré

À droite : à Cassou, 164 femmes ont aujourd'hui un accès sécurisé à la terre.



# Arbre de vie

Depuis son homologation, la pulpe de fruit de baobab attire de plus en plus de consommateurs en Europe. Un marché de niche qui offre des possibilités attrayantes pour les agriculteurs des zones arides en Afrique.



© PhytoTrade Africa

Le baobab du genre *Adansonia* comprend huit espèces d'arbres, dont six sont originaires de Madagascar, une d'Afrique continentale et une d'Australie. En 2008, la pulpe de fruit d'*Adansonia digitata* (l'espèce originaire d'Afrique) a reçu une autorisation de vente dans l'UE en tant que nouvel ingrédient alimentaire et obtenu ultérieurement un statut équivalent aux États-Unis (GRAS, ou "généralement considéré comme sans danger"). Cette homologation réglementaire a ouvert la voie à la vente en Europe et aux États-Unis de la pulpe de fruit du baobab, utilisée comme aliment et ingrédient dans les boissons.

Le fruit du baobab est présenté à juste titre comme un "superfruit" pour ses qualités nutritionnelles exceptionnelles. En effet, il a été démontré qu'outre sa teneur élevée en vitamine C, calcium, potassium, magnésium et autres vitamines et minéraux essentiels, le baobab joue un rôle important dans la régulation de la glycémie et offre un apport précieux en fibres alimentaires prébiotiques.

C'est PhytoTrade Africa, une association commerciale régionale de producteurs d'Afrique australe sans but lucratif œuvrant dans le secteur des ingrédients naturels, qui a entrepris de développer le marché mondial du baobab. En soutenant ses membres producteurs de baobab en Afrique du Sud, au Malawi, au Mozambique et au Zimbabwe, PhytoTrade les aide à surmonter les obstacles réglementaires pour leur permettre d'accéder aux marchés mondiaux et à mettre en place une chaîne d'approvisionnement fiable, durable et de qualité. Il existe également d'importantes filières baobab en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est, au Kenya, au

Sénégal, au Soudan et en Tanzanie. L'Institut des ressources naturelles du Royaume-Uni estime qu'avec ce nouvel accord, le fruit pourrait rapporter un milliard de dollars US par an à ses producteurs africains et créer des emplois pour 2,5 millions de ménages dans les pays producteurs de baobab.

## Un appui durable aux communautés

"Nous aidons les communautés et leurs responsables à prendre conscience du fait que leurs terres boisées ont un potentiel commercial et peuvent constituer une source de revenus. Ce faisant, nous les encourageons à protéger les arbres et à cesser de brûler et défricher les forêts", indique Chris Dohse de TreeCrops Malawi, un membre de PhytoTrade. Créée en 2003, Treecrops, a formé plus de 800 producteurs à la cueillette durable des fruits du baobab, à leur manipulation et à leur entreposage, ainsi qu'à la planification de l'utilisation des terres. Les communautés, qui voient un marché garanti pour leurs baobabs et la possibilité de gagner entre 20 et 400 € par producteur selon le volume récolté, ont une bonne raison financière de protéger leurs forêts. Un pourcentage des ventes de TreeCrops est aussi versé aux communautés pour participer au financement de projets tels que des écoles, des cliniques ou la régénération des forêts.

Contrairement à d'autres fruits, le baobab est naturellement sec. Pour obtenir 5 tonnes de poudre de baobab (pulpe), il faut 50 tonnes de fruits et les producteurs sont payés au poids. Il est possible de former les producteurs à extraire soigneusement la pulpe et les graines pour leur transport jusqu'au site de

transformation, mais la séparation de la pulpe et des graines exige un matériel perfectionné. Il est aussi essentiel d'éviter toute contamination pendant la transformation pour que la poudre produite soit conforme aux normes internationales d'exportation.

"Le baobab offre un moyen d'aider les communautés marginalisées. Celles-ci devraient pouvoir tirer profit de cette ressource, qui leur appartient", affirme Henry Johnson de PhytoTrade. L'augmentation des attentes des consommateurs en matière de traçabilité des produits se traduit par le développement de chaînes d'approvisionnement éthiques telles que PhytoTrade, qui favorisent la commercialisation de produits de grande qualité et respectueux des principes éthiques pour l'exportation. L'expansion du marché et le fait que les consommateurs connaissent de mieux en mieux le baobab facilitent aussi la création d'un marché de niche pour les produits de marque.

"Il y a quelques années, le baobab était relativement inconnu et la poudre ne pouvait se trouver que dans quelques magasins d'alimentation naturelle spécialisés", continue Henry Johnson, "mais elle apparaît de plus en plus dans la composition de produits courants". Waitrose, une chaîne de supermarchés anglaise, propose maintenant un jus contenant de l'extrait de baobab et le projet Eden commercialise un éventail de produits à base de baobab." ■

Plus de 800 producteurs, dont des femmes, ont été formés à la cueillette durable des fruits du baobab au Malawi.

Susanna Thorp

# L'évaluation pour promouvoir l'apprentissage



Évaluation participative des projets, produits et services d'information du point de vue de l'apprentissage et de l'impact sur les organisations

Oar B. Alkemade et K. Batjes-Sinclair  
CTA, 2014, 57 p.  
ISBN : 978-92-9081-559-4  
CTA no. 1796, 10 unités de crédit

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/prgcnro>

incontestablement à un besoin et trouve son public. Toutefois, dans leurs commentaires, les utilisateurs souhaitaient disposer d'une version condensée, moins intimidante et plus rapide dans son utilisation. Le CTA a répondu favorablement à leurs suggestions. Ainsi, ce livre résume les éléments du Smart Toolkit, partage les expériences des utilisateurs et donne un exemple concret pour le suivi et l'évaluation.

Ce guide de référence pour les utilisateurs donne aussi un aperçu du processus de suivi et d'évaluation (S&E) aux responsables politiques, aux décideurs et aux directeurs des organismes de développement agricole et rural des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique au moment où il est de plus en plus recommandé d'avoir recours à l'évaluation pour promouvoir l'apprentissage.



Le Smart Toolkit, manuel pour les praticiens de l'information dans l'auto-évaluation de leurs projets, produits et services, a d'abord été publié en 2005 puis révisé et actualisé en 2009. Cette "boîte à outil" répond

## ▼ Lutter contre les prédateurs du coton

Mieux lutter contre les prédateurs du coton en mettant en pratique la stratégie "Produire plus avec moins" dans le cadre des Champs école des producteurs (CEP), telle est l'ambition de ce guide. Destiné aux facilitateurs animant la formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs du coton en Afrique de l'Ouest, le guide synthétise et capitalise les expériences de terrains menées dans plusieurs pays de la zone (Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal).

### Gestion intégrée de la production et des déprédateurs du coton

Guide du facilitateur pour les Champs écoles des producteurs  
FAO, 2014, 79 p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/obd6tcr>

## ▼ Questionnement sur les méga-partenariats public-privé

OXFAM se penche sur les partenariats à grande échelle entre les bailleurs de fonds et les investisseurs privés dans l'agriculture en Afrique. Les exemples les plus représentatifs sont la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition du G8 et les programmes de couloirs ou pôles de croissance dans de nombreux pays africains. Sans remettre en cause leur légitimité, l'ONG estime qu'ils ne répondent pas aux besoins des plus pauvres et pose la question de savoir si de tels projets doivent être un axe prioritaire de l'aide au développement.

### Un aléa moral ?

Les méga-partenariats public-privé dans l'agriculture africaine  
OXFAM, septembre 2014, 45 p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/m7hmqza>

## Un autre modèle agricole est possible



Changeons d'agriculture  
Réussir la transition

Par J. Caplat  
Éditions Actes Sud, mai  
2014, 160 p.  
ISBN : 978-2-330-03234-0  
17€ éditions Actes Sud  
Place Nina-Berberova  
BP 90038 13633 Arles, France  
Tél. : + 33 (0) 4 90 49 86 91  
Fax : + 33 (04) 90 96 95 25  
[www.actes-sud.fr](http://www.actes-sud.fr)

■ "Il est parfaitement possible de nourrir 12 milliards d'être humains avec l'agriculture biologique, sans défricher un seul hectare supplémentaire et même au contraire en reconstituant des écosystèmes actuellement dégradés. Nulle fatalité, nulle impasse : une autre agriculture est possible", affirme Jacques Caplat. Soulignant, dans une première partie, les limites écologiques mais aussi agronomiques aujourd'hui atteintes de l'agriculture dite "conventionnelle", conçue au départ avec une main d'œuvre limitée et une énergie bon marché, l'auteur estime qu'une autre agriculture est possible. Elle serait basée sur des cultures associées, une complémentarité culture-élevage, des variétés adaptées au milieu, une protection du sol, la valorisation des arbres et une gestion responsable des ressources non renouvelables. Pour ce faire, il faut préparer et accompagner la transition avec les paysans et non contre eux, et Jacques Caplat donne les voies pour y parvenir dans une deuxième partie, sans omettre de préciser que ce sera long. "Changer d'agriculture n'est-il pas l'acte primordial de l'éclosion d'une nouvelle civilisation ?", s'interroge-t-il en conclusion.

## ▼ Financement de la biodiversité

Ce rapport examine les six mécanismes de financement novateurs tels que définis par la Convention sur la diversité biologique (CDB). Il s'agit de la réforme fiscale environnementale, des paiements pour services écosystémiques, de la compensation des atteintes à la biodiversité, des marchés des produits verts, de la biodiversité dans le financement climatique, ainsi que de la biodiversité dans le financement international du développement.

### Renforcer les mécanismes de financement de la biodiversité

IOUDE, août 2014, 192 p.  
ISBN : 978-926-419-554-7

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/lb8v298>

## La richesse des traditions et des coutumes



**Politiques environnementales : traditions et coutumes en Afrique noire**  
 Par D. B. Sanou  
 Éditions L'Harmattan, juillet 2014, 247 p.  
 ISBN : 978-2-343-04246-6  
 26 €  
 Éditions L'Harmattan  
 5-7, rue de l'école-Polytechnique,  
 75 005 Paris, France  
 Tél. : +33 (0) 1 40 46 79 20  
 Fax : + 33 (0) 1 43 25 82 03  
[www.harmattan.fr/](http://www.harmattan.fr/)

■ Au moment où les dirigeants mondiaux, sous l'égide des Nations unies, se concertent pour tenter de parvenir à un accord contraignant lors de la prochaine conférence internationale sur le climat, qui se tiendra à Paris en 2015, l'ouvrage souligne la nécessité de prendre en compte les traditions et coutumes dans la mise en œuvre des politiques environnementales. Loin d'être un fardeau, elles peuvent avoir des effets positifs sur la gestion des ressources naturelles. Toute communauté, ne serait-ce que pour sa propre survie, ne s'adapte-t-elle pas continuellement ? Ne fait-elle pas preuve d'imagination et de réactivité, notamment dans un contexte de changement climatique ? Doti Bruno Sanou illustre son propos avec l'exemple du projet d'aménagement des forêts classées de Dindéresso et du Kou dans la commune de Bobo-Dioulasso dans l'ouest du Burkina Faso où les Bobo-Madaré, populations autochtones qui peuplent ces forêts, font de la gestion du terroir et de l'environnement une priorité de la politique villageoise. Selon l'auteur, "il est plausible que les traditions et coutumes qui régissent la gestion de l'environnement soient indispensables aujourd'hui à la sauvegarde et à l'aménagement des forêts et doivent être la source d'une législation moderne".

### ▼ Statistiques

Cet annuaire de la FAO donne en trois langues (anglais, espagnol et français) des informations normalisées, fiables et à jour sur la pêche mondiale. Il fournit des données sur les captures, les flottes, l'emploi, la production de l'aquaculture, les produits et les bilans alimentaires. Il offre également un aperçu des principales tendances et problématiques.

**Statistiques des pêches et de l'aquaculture**  
 FAO, 2014, 105 p.  
 Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/qapxmw7>

## Résoudre un problème complexe



**S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble**  
 Par C. Dufour et F. Egal  
 FAO, 2014, 33 p.  
 ISBN 978-92-5-208037-4  
 Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/mao7ram>

■ Dans son dernier rapport sur l'insécurité alimentaire dans le monde, la FAO estimait à environ 805 millions le nombre de personnes en situation de sous-alimentation chronique en 2012-2014. Mais combien sont malnutris ? Améliorer la nutrition, et pas seulement l'accès à la nourriture en quantité suffisante, exige une approche multisectorielle (santé, éducation, eau, agriculture, assainissement, hygiène, protection sociale, etc.) mais aussi une action concertée au niveau local, chaque contexte étant spécifique. Le manuel de la FAO s'appuie sur la méthode de planification de "l'arbre à problèmes – l'arbre à solutions" pour guider les professionnels impliqués dans les programmes de développement, d'urgence et de renforcement de la résilience et qui souhaitent promouvoir une planification intégrée et multisectorielle de la nutrition. L'arbre à problèmes – l'arbre à solutions est une technique de visualisation pratiquée sous forme d'ateliers qui permet d'avoir une compréhension partagée des problèmes puis de les résoudre de manière participative. Ce manuel donne les clés, étape par étape, pour mettre en place une planification conjointe entre la nutrition, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence.

### ▼ Protection sociale

À travers quatre fiches pédagogiques, Inter-réseaux Développement rural, en partenariat avec la campagne Cultivons, donne un éclairage simple sur le concept émergent de "protection sociale pour la sécurité alimentaire" : que recouvre-t-il, quels en sont les instruments et les obstacles et quels enseignements tirer des expériences réussies ?

**Comprendre la protection sociale pour la sécurité alimentaire**  
 Inter-réseaux Développement rural, septembre 2014, 4 fiches  
 Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/nluf70z>

## Mode d'emploi pour l'élevage d'aulacodes



**L'élevage familial d'aulacodes**  
 Par A. Vink  
 CTA, 2014, 108 p.  
 ISBN : 978-92-9081-537-2  
 CTA no. 1788,  
 5 unités de crédit  
 Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/plctg5e>

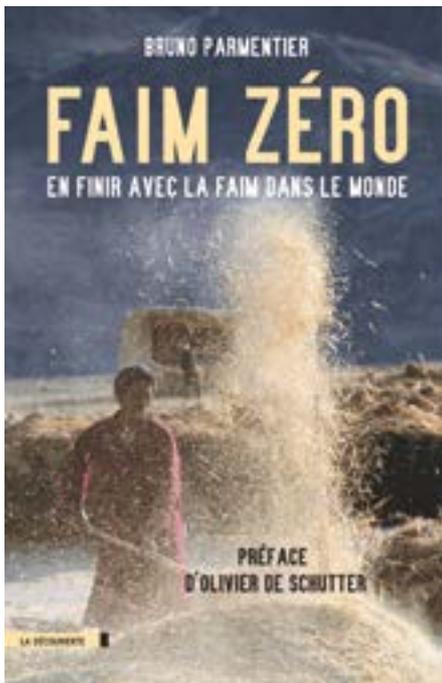
■ L'aulacode (*Thryonomys swinderianus*), aussi appelé agouti en Afrique de l'Ouest et hérisson en Afrique centrale, est un grand rongeur africain dont la chair est très appréciée des populations pour ses qualités organoleptiques. Comme plusieurs animaux de la faune sauvage, il est en voie de disparition dans plusieurs pays d'Afrique en raison d'un taux de prélèvement excessif. La chasse à l'aulacode, pratiquée sous forme de battues ou à l'aide de pièges, se déroule toute l'année. Vivant habituellement à l'état sauvage, l'aulacode peut toutefois être domestiqué. Ce guide est un outil pour pratiquer l'élevage d'aulacodes dans un contexte de petite agriculture familiale et donne des clés et des techniques pour assurer le succès de l'élevage. "L'élevage d'aulacodes peut effectivement devenir très rentable, mais il demande une bonne préparation, de l'attention et du dévouement", souligne le guide. Sont notamment abordés les critères de sélection, la reproduction, l'alimentation, l'habitat, la santé et les soins, la gestion de l'élevage jusqu'à l'abattage et la commercialisation.

### ▼ La faim dans le monde

Plus de 800 millions de personnes dans le monde souffrent encore de sous-alimentation chronique en 2012-2014 et ce malgré d'incontestables progrès réalisés. De très fortes disparités existent entre les régions. L'Afrique subsaharienne et l'Asie de l'Ouest, touchées par des catastrophes naturelles et des conflits, ont obtenu des résultats plus modestes, tandis que l'Amérique latine et les Caraïbes ont le plus progressé.

**L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde en 2014**  
 FAO, 2014, 45 p.  
 Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/otgruy2>

## Combattre la faim, c'est possible



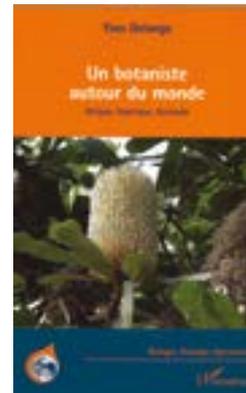
■ “La faim n’est ni une malédiction, ni un accident. Elle est bien une construction humaine : on peut mourir de faim dans un pays qui regorge de nourriture et qui en exporte à la terre entière”, affirme Bruno Parmentier. Si la faim est d’abord politique, son éradication l’est aussi, ce qui ouvre le champ des possibilités pour y mettre un terme. Seulement 10 milliards de dollars US de dépenses annuelles suffiraient pour sortir de la sous-alimentation, la malnutrition et l’obésité. Mais encore faut-il qu’ils soient utilisés à bon escient. Après avoir dressé

**Faim Zéro**  
**En finir avec la faim dans le monde**  
 Par B. Parmentier  
 Éditions La Découverte, septembre 2014, 256 p.  
 ISBN : 978-2-7071-5069-1  
 19 €  
 Éditions La Découverte  
 9, bis rue Abel-Hovelacque  
 75013 Paris – France  
[www.editionsladecouverte.fr](http://www.editionsladecouverte.fr)

un état des lieux précis de la faim dans le monde, Bruno Parmentier explore les différentes voies possibles en mettant en perspective les défis auxquels la planète Terre est confrontée. Parmi ces défis se trouvent la surpopulation, le réchauffement climatique, la fin de la révolution verte, la mondialisation, la raréfaction des ressources, etc. Pour y répondre, l’auteur préconise de s’appuyer sur l’agriculture écologiquement intensive qui permet de produire tout en préservant les ressources et qui est compatible avec les petites exploitations familiales des pays du Sud. Il incite aussi à multiplier les programmes d’allocations familiales en prenant exemple sur la bolsa familia du programme brésilien “Faim zéro” et à avoir une approche globale avec une collaboration renforcée entre tous les acteurs concernés, les entreprises, la société civile, les ONG, les institutions internationales, les fondations.

Résolument optimiste, l’auteur conclut que le “défi Faim zéro” des Nations unies est vraiment à notre portée.

## Flore inestimable



**Un botaniste autour du monde. Afrique, Amérique, Australie**  
 Par Y. Delange  
 Éditions L’Harmattan, juillet 2014, 245 p.  
 ISBN : 978-2-343-03492-8  
 25 €  
 Ed. L’Harmattan, voir page 22

■ Depuis un demi-siècle, Yves Delange, naturaliste, voyage à travers le monde, prospecte et observe la flore. De ses premiers stages d’études dans les pays du pourtour méditerranéen, aux missions réalisées pour le Jardin des plantes de Montpellier, et aux voyages dans les régions intertropicales réalisés comme responsable des collections végétales vivantes du Muséum national d’histoire naturelle à Paris, son parcours est riche et les rencontres nombreuses. Dans ce livre, nous ne partons pas forcément à la découverte de végétaux rares ou extraordinaires – pour l’auteur, tous les végétaux sont extraordinaires – mais de milieux naturels sur trois continents, porteurs d’une grande biodiversité et encore peu ou pas altérés par l’action de l’homme. C’est le cas des matorrads au Mexique, du bush, veld et fynbos en Afrique australe ou encore du mulga, mallée et jarrha forest en Australie.

### ▼ Huile de palme : produire autrement

Après avoir décrit l’impressionnant développement de l’huile de palme bon marché en Asie et ses conséquences, GRAIN se penche sur l’Afrique où un autre modèle a longtemps prévalu : une production et transformation à petite échelle entre les mains de millions de paysans. Mais depuis une quinzaine d’années, plus de 60 contrats avec des sociétés étrangères ont été signés en Afrique de l’Ouest et centrale pour la création de palmeraies sur près de 4 millions d’hectares.

#### Planète huile de palme

Les paysans paient le prix fort pour l’huile végétale bon marché  
 GRAIN, septembre 2014, 97 p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/ovnyjea>

### ▼ Jatropha

Le réseau JatroREF a conduit trois études sur l’intégration du jatropha dans les exploitations agricoles au Burkina Faso et au Bénin. Dans ce document sont présentées les principales conclusions de ces études et les façons d’améliorer l’adaptation du jatropha. En particulier, il est recommandé de mieux cibler les zones de production : le foncier et la main-d’œuvre doivent être relativement disponibles, les cultures de rente relativement limitées et la pluviométrie suffisante pour assurer la production de graines de jatropha.

#### Intégration du jatropha dans les exploitations agricoles familiales

Études de cas au Burkina Faso et au Bénin  
 JatroREF, juin 2014, 11 p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/nwdexbt>

### ▼ Formation à distance

L’Université virtuelle d’agroécologie (UVAE), créée en 2012 par les établissements membre d’Agreenium (AgrocampusOuest, AgroParisTech, AgroSup Dijon, CIRAD, INPT, INRA, Montpellier SupAgro) et l’Université de Lorraine (ENSAIA), a mis en ligne, en juin, le premier module d’autoformation intitulé “Qu’est-ce que l’agroécologie”. Ce premier cours, d’une vingtaine d’heures, est une introduction pour appréhender le concept dans toute sa diversité et ses différentes dimensions.

#### Université virtuelle d’agroécologie

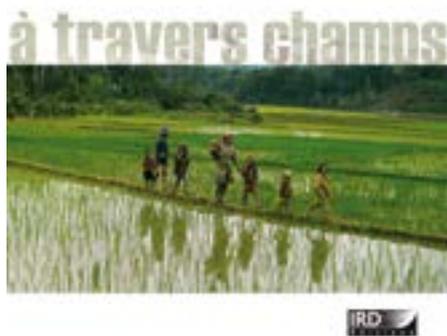
Premier module “Qu’est-ce que l’agroécologie”

Accessible sur : <http://tinyurl.com/ph4q6m>

## L'environnement dans les espaces ruraux



**Biodiversités en partage  
Ruralités reconfigurées**  
Par H. R. Ramiarantsoa et C. Blanc-Pamard  
Éditions IRD, 2014, 259 p.  
ISBN : 978-2-7099-1832-9  
42€  
IRD, Diffusion  
32, avenue Henri-Varagnat  
93 143 Bondy Cedex  
diffusion@ird.fr  
www.editions.ird.fr



■ À Madagascar, et plus généralement en Afrique, les espaces ruraux ont été, jusqu'à récemment, abordés en termes agronomique et économique, l'environnement étant placé au second plan. Depuis le milieu des années 2000, l'écologie a clairement fait son entrée dans les politiques de développement. "Cette nouvelle approche du développement, qui

intègre la question environnementale dans la lutte contre la pauvreté, a-t-elle amélioré le bien-être des populations rurales?", telle est la question posée par l'ouvrage. Pour y répondre, les auteurs se sont penchés sur les dynamiques des systèmes agraires et du monde rural dans le corridor forestier en pays betsileo de la région Haute Matsiatra et en pays tanàla de la région Vatovavy Fitovinani. Ces deux régions font partie des six régions de Madagascar, sur 22 au total, les plus touchées par l'extrême pauvreté et la malnutrition. Ce qui n'était encore qu'une bande forestière marginale va se muer en corridor forestier avec la mise en œuvre de mesures environnementales prises dans le cadre d'une politique de conservation de la biodiversité. Un changement qui nie les savoirs locaux, occulte les légitimités locales d'accès aux ressources de la forêt, génère des inégalités sociales et bouleverse la trame des usages et activités.

## POUR OBTENIR LES PUBLICATIONS

Les titres précédés du signe @ sont téléchargeables sur <http://publications.cta.int>.

Les titres précédés du logo peuvent être obtenus comme suit :

**Vous êtes déjà abonné(e) aux publications du CTA :**  
N'utilisez qu'un seul canal !

- Vous avez un compte sur <http://publications.cta.int> ? Connectez-vous et choisissez vos titres à concurrence de vos unités de crédit en cliquant sur "Ajouter au panier" et "Passer la commande".
- Pas d'accès à Internet ? Continuez à utiliser le bon de commande fourni par le CTA.

**Vous êtes une organisation ACP active dans l'agriculture mais n'êtes pas abonnée aux publications du CTA :**

Demandez un abonnement via le site <http://publications.cta.int>, par courriel à [pdsorders@cta.int](mailto:pdsorders@cta.int) ou par la poste à CTA – PDS, PO Box 173, 6700 AD Wageningen, Pays-Bas.

En 2014, les organisations qui s'abonnent recevront 200 unités de crédit. Celles déjà abonnées recevront 200 unités de crédit plus la moitié du nombre d'unités de crédit dépensées en 2013, soit un maximum de 400 unités de crédit.

**Vous n'êtes pas dans un des cas mentionnés ci-dessus :**

Vous pouvez, soit acheter les ouvrages auprès des éditeurs ou en librairie, soit les télécharger sur <http://publications.cta.int> si elles sont en accès libre. Plus de la moitié de nos titres sont téléchargeables gratuitement !

Les titres précédés du symbole ■ sont disponibles à l'achat chez les éditeurs mentionnés ou en librairie.

### ▼ Trouver les bons indicateurs

Comment mesurer les impacts des politiques, programmes et projets de développement ? C'est une préoccupation des grandes organisations internationales pour mesurer les objectifs de tout projet et, in fine, pour améliorer son efficacité et sa pertinence. L'AFD se penche dans ce numéro sur la recherche de bons indicateurs dans le cadre des actions de gestion durable des terres, de restauration et de réhabilitation des milieux dégradés, de prévention de la dégradation des terres, de lutte contre la désertification.

**Indicateurs d'impact des projets de gestion durable des terres, de lutte contre la dégradation des terres et la désertification**  
Par I. Amsellem, M. Bied-Charreton, Comité scientifique français de la désertification (CSFD)  
AFD, document de travail n°139, septembre 2014, 86 p.  
Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/pomjfw>

### ▼ L'or bleu des Seychelles

Deuxième secteur économique des Seychelles après le tourisme, la pêche génère 370 millions de dollars US de recettes chaque année. Et pourtant, à l'indépendance du pays, en 1976, la pêche thonière n'existait pas. L'ouvrage conte pas à pas cette formidable expansion avec les premiers plans du gouvernement, la recherche, le développement des infrastructures, la mise en place de la flottille palangrière semi-industrielle, les négociations avec les armateurs, sans omettre les écueils et difficultés. Aujourd'hui la pêche est une affaire rentable qui s'accompagne d'une gestion raisonnée des stocks et de la préservation des écosystèmes pélagiques.

**L'or bleu des Seychelles**  
Histoire de la pêche industrielle au thon dans l'Océan Indien  
Fonteneau, F. Marsac, P. Michaud  
IRD, 2014, 272 p.  
ISBN : 978-2-7099-1759-9  
25 €  
Adresse IRD Éditions, voir ci-dessus

## 4 QUESTIONS À JUAN CHEAZ

Coordinateur de programme senior, Politique de développement agricole et Chaînes de valeur



© CTA

### 1 *Quels ont été les principaux résultats de l'édition 2014 de la Semaine caribéenne de l'agriculture (CWA) ?*

Une des grandes réalisations de l'édition 2014 de la CWA a été la collaboration très étroite entre les organisateurs. Cette nouvelle méthode de travail améliorera la portée et l'efficacité des événements à venir. Le gouvernement du Suriname, par le biais de son ministère de l'Agriculture, des Industries animales et des Pêches, le Secrétariat de la Communauté caribéenne et les institutions membres de l'Alliance de la CWA ont œuvré main dans la main à la réussite de cette initiative, qui a été soulignée par l'organisation exceptionnelle du pays d'accueil.

En outre, les principaux acteurs des secteurs agricoles et connexes ont eu l'occasion de progresser vers une vision commune concernant le repositionnement de l'agriculture aux Caraïbes. Un autre grand résultat a été la reconnaissance collective de "l'agriculture familiale" en tant qu'activité économique dont dépendent des centaines de milliers de petits exploitants, et de son rôle majeur dans la protection de l'environnement naturel face au changement climatique.

Trois ateliers portant sur le développement des chaînes de valeur, sur le changement climatique, et sur la politique et la stratégie pour le développement ont constitué les fers de lance de la CWA. Onze séminaires techniques

axés sur d'autres questions importantes et des réunions au niveau ministériel ont aussi contribué au succès de l'événement. Pour chaque atelier, des recommandations techniques, organisationnelles et politiques claires ont été élaborées afin d'améliorer les interventions sur le terrain, et de créer un cadre propice à l'accroissement de l'impact et du développement durable.

### 2 *Quelle a été l'implication du CTA ?*

Le CTA a apporté un soutien technique et financier à la CWA, en promouvant ou en facilitant la participation de son propre personnel et de plus de 120 personnes venues des Caraïbes et de quelques-uns des pays du Pacifique également. Nous avons assuré la visibilité à la fois régionale et mondiale de la CWA, en soutenant une équipe de 10 journalistes professionnels issus des Caraïbes et du Pacifique. Cette couverture médiatique a permis d'informer les intervenants et le public aux quatre coins de la planète sur l'actualité de la CWA.

Lors de cette édition de la CWA, la contribution du CTA a également mis en avant la jeunesse caribéenne et les TIC. Les trois finalistes du Concours de films et de vidéos Science et Agriculture ont été salués et récompensés. La victoire a été remportée par la vidéo *The Fruit of Life*, de Sainte-Lucie. Les huit finalistes nationaux de la deuxième édition du Concours "AgriHack Talent" ont également été conviés à la CWA pour travailler activement sur leur application et la présenter au grand public. C'est l'équipe jamaïcaine "Node420" qui a décroché le premier prix, qui comprenait six mois de services d'incubation pour leur application du même nom sur l'analyse météorologique en temps réel et les prévisions automatiques des rendements pour les agriculteurs.

Deux séminaires liés aux TIC ont été organisés lors de la quatrième journée de la CWA : le premier traitait du soutien et du développement de l'intégration des TIC pour le "Renforcement de l'agriculture caribéenne" ; le second portait sur la "Modélisation tridimensionnelle participative",

et visait à permettre à des organisations locales de géoréférencer et de produire une documentation spatiale sur leurs connaissances des paysages.

### 3 *Sainte-Lucie organisera vraisemblablement la prochaine édition de la CWA. Quels peuvent être les principaux thèmes pour 2015 et quels bénéfices les partenaires de la CWA peuvent-ils escompter de cet événement ?*

Sainte-Lucie a, en effet, exprimé son intention d'accueillir la prochaine édition de la CWA, en 2015. Le thème principal de cet événement reste à déterminer. Cependant, je peux déjà affirmer qu'un appel général a été lancé pour se concentrer davantage sur les bonnes pratiques sur le terrain. Il est important d'exposer les progrès réalisés d'une année à l'autre, de suivre les véritables performances et d'observer les meilleures méthodes de soutien et de renforcement. Les partenaires de la CWA peuvent escompter un perfectionnement des connaissances, un échange d'expériences et des contacts clés en vue de contribuer à l'amélioration des efforts nationaux ou régionaux qu'ils suscitent.

### 4 *Une Semaine de l'agriculture du Pacifique sera organisée en 2015. S'agit-il d'un signe de dialogue nouveau entre les Caraïbes et le Pacifique ?*

Oui, incontestablement. En 2014, la CWA a accueilli une délégation du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, ainsi que David Butulso Tosul, ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, des Forêts, des Pêches et de la Biosécurité de la République du Vanuatu. Le ministre a participé activement à la CWA et à quelques réunions. Il a annoncé l'inauguration de la Semaine de l'agriculture du Pacifique, qui se tiendra au Vanuatu en 2015. Les pays des Caraïbes et du Pacifique ont tellement en commun que je suis convaincu qu'ils partageront les expériences et toutes les connaissances nécessaires à la réussite de ce nouvel événement.

## Services aux lecteurs

### Écrire à *Spore*

CTA — rédaction de *Spore*  
PO Box 380  
6700 AJ Wageningen  
Pays-Bas  
Fax : + 31 317 460067  
E-mail : [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int)

### S'abonner à *Spore*

RECEVOIR LA VERSION IMPRIMÉE  
L'abonnement est :

- gratuit pour les organisations et personnes actives dans le développement rural et résidant dans un pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) :

s'abonner

- via <http://publications.cta.int> en cliquant sur "Demander un abonnement gratuit" ;

- par la poste (CTA *Spore* Abonnements, PO Box 173, 6700 AD Wageningen, Pays-Bas) ou par courriel à [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int).

- payant pour toute autre adresse : 36 € par an (6 numéros)

Abonnement à souscrire auprès de Earthprint Ltd  
Cavendish Road  
Cavendish House  
Stevenage, Herts  
SG1 2EQ  
United Kingdom  
E-mail : [CTA@earthprint.co.uk](mailto:CTA@earthprint.co.uk)

RECEVOIR LE RÉSUMÉ  
GRATUIT PAR E-MAIL

Abonnez-vous à l'édition e-mail (90 kb) à :

<http://spore.cta.int>

ou envoyez un e-mail vierge à :

[join-spore-fr@lists.cta.int](mailto:join-spore-fr@lists.cta.int)

Pour la version texte seulement :

[join-spore-text-fr@lists.cta.int](mailto:join-spore-text-fr@lists.cta.int)

LIRE SPORE SUR ÉCRAN

- sur le Web : consultez [spore.cta.int](http://spore.cta.int)

### Reproduire *Spore*

- Pour un usage non commercial, les articles de *Spore* peuvent être librement reproduits à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie à la rédaction.

- Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.

## DOSSIER | Bétail



© Eadair

Améliorer le fourrage et l'alimentation pour le bétail est indispensable pour répondre à la demande croissante en viande et lait. Un objectif qui peut être atteint grâce aux initiatives et innovations mises en place à travers l'Afrique.

## À LA UNE | Agenda post-2015



© IRIN/J. Denholm

Au sein des Nations unies est engagée une large concertation sur le programme de développement pour l'après-2015. Quelles sont les attentes et les priorités des pays ACP en matière d'Objectifs du développement durable, en particulier dans le secteur agricole et le milieu rural ?

## CHAÎNES DE VALEUR | Litchi



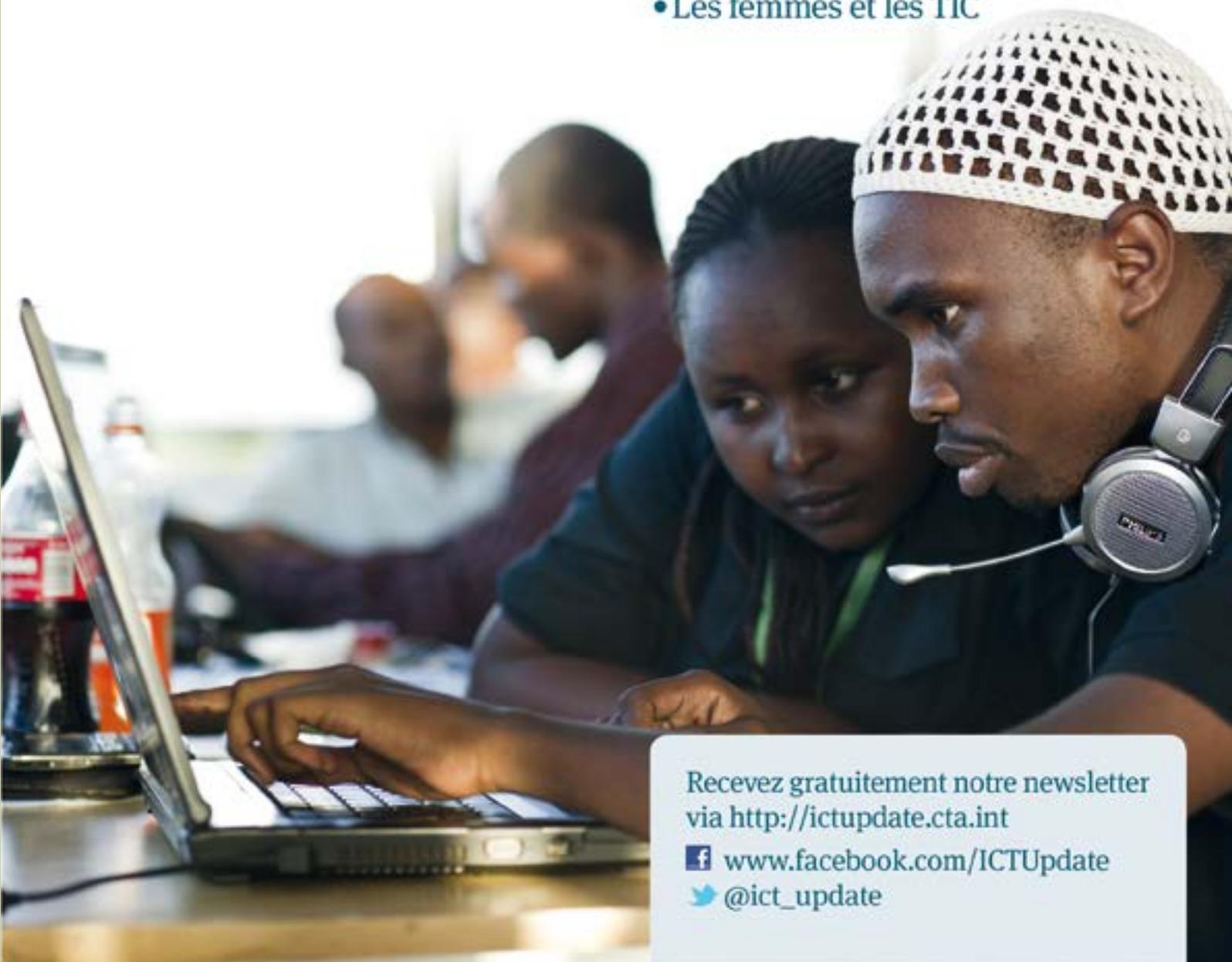
© Fanofohana

Les producteurs de litchi des pays de l'Océan Indien ont des positionnements différents pour pénétrer le marché européen, très concurrentiel. Quelle est la place réservée aux petits producteurs ?

## Connectez-vous au monde de l'innovation

Découvrez plus de 1 000 articles sur les TIC pour le développement agricole et rural, concernant notamment :

- ICT4Ag
- E-agriculture
- Politique des TIC
- Crowdsourcing
- Les femmes et les TIC



Recevez gratuitement notre newsletter via <http://ictupdate.cta.int>

 [www.facebook.com/ICTUpdate](http://www.facebook.com/ICTUpdate)

 [@ict\\_update](https://twitter.com/ict_update)

# Savoir c'est...

Se nourrir • Pouvoir prospérer •  
Déjà s'adapter • Être compétitif •  
Être en mesure de changer



Découvrez comment  
en cliquant sur  
[www.cta.int/savoir-cest](http://www.cta.int/savoir-cest)

